

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège FBA, Luxembourg, Namur et Picardie.

Rédaction et publicité
CAL: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles. Tél.02/627.68.68 - Téléfax 02/627.68.61. E-mail: espace@cal.ulb.ac.be Site du mouvement laïque: http://www.laicite.be ISSN 0775-2768
Fondateur: Jean Schouters
Membre d'honneur: Ghislaine De Bièvre
Directeur: Patrice Dartevelle
Rédactrice en chef: Michèle Michiels
Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet
Production et administration: Fabienne Sergoynne
Comité de rédaction: Mireille Andries, Jean Charlier, Julie Coste, Patrice Dartevelle, Julien Dohet, Jérôme Jamin, André Koeckelenbergh, Pierre Lefèvre, Jules Louis, Andrée Masson, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois, Serge Vandervorst.
Documentaliste: Anne Cugnon

Abonnements:
Pour 10 numéros:
Belgique: 16,11 €, Étranger: 24,78 €
Pour 10 numéros + 2 Documents:
Belgique: 18,59 €, Étranger: 29,74 €
par virement au compte
n°210-0624799-74 du CAL.

Impression: Massoz s.a., Liège
Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.



Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interréseaux.
Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).

En couverture: dessin de Cost. Notre dossier Presse et mensonge, pages 4 et suivantes.

s o m m a i r e	
■	Éditorial La gifle – Patrice Dartevelle _____ 3
■	Dossier: Presse et mensonge «Le troupeau dérouté» – Jean Sloover _____ 4 Serrer la vérité au plus près – Pascal Martin _____ 6 L'affaire du Pentagone. Le grand complot, suite – Pascal Martin _____ 8 Retour sur une manipulation – Sergio Carrozzo _____ 9 Les agences du «nouvel ordre mondial» – Geoffrey Geuens _____ 10 Information et éducation ou le piège de l'inconscient – Jacques Rifflet _____ 12
■	Monde Argentine. Analyse d'une crise annoncée – Sebastian Santander _____ 14 La Palestine entre société civile et droit au retour. Rencontre avec Camille Mansour – Propos recueillis par Pierre Vanrie _____ 16 L'assassinat du juge Falcone: dix ans déjà – Sergio Carrozzo _____ 18
■	Société Le fil d'Ariane du détenu – Anne Polsenaere _____ 19 Qui a peur de l'erreur humaine? – Olivier Swingedau _____ 20 Une intégration encore inachevée – Jérôme Jamin _____ 22
■	Laïcité En attendant la nouvelle loi – Patrice Dartevelle _____ 23 Convention: La laïcité en mouvement - L'action des associations _____ 24
■	Idées Nouvelle vague d'antisémitisme en Belgique – Manuel Abramowicz _____ 26 Les aventuriers de la mesure du monde – André Koeckelenbergh _____ 27 Histoire de femmes – Michèle Michiels _____ 28
■	Culture La mangouste de Cuba – Sophie Creuz _____ 29 200 ans de recherche et de développement – André Koeckelenbergh _____ 30 BD: Le mystère du frère jumeau – Frédéric Soumois _____ 31
■	Multimédia Une écoute à grand Echelon – Maxime Coppin _____ 32
■	Agenda _____ 33

dernière minute - Une étape décisive

À l'issue de neuf années de négociations avec les ministres qui se sont succédé au département de la Justice, le Centre d'Action Laïque manifeste sa plus vive satisfaction à la suite de l'adoption du projet de loi de concrétisation de l'article 181§2 par la Chambre ce jeudi 25 avril.
Il s'agit sans aucun doute d'une avancée significative dans le cadre de la reconnaissance de la communauté non confessionnelle et des services assurés par la laïcité organisée. (...)

Concrètement, le vote de ce projet de loi permettra au mouvement laïque de développer les services offerts à la population, de participer au débat éthique basé sur les valeurs de libre examen, d'autonomie de la personne et de solidarité qui constituent le fondement du mouvement laïque. Pour pouvoir offrir à tous ceux qui le souhaitent une aide qui s'inspire de ces idéaux et pour promouvoir une société pleinement pluraliste, les associations laïques revendiquent des moyens d'action analogues à ceux que les pouvoirs publics attribuent aux cultes au nom de leur utilité sociale. (...)

Communiqué de presse du 25 avril 2002

La gifle

Certes, depuis les premiers sondages et le début de la campagne électorale pour les élections présidentielles françaises, tout le monde se préparait à relever après le premier tour le malaise que révélaient la dispersion des intentions de vote et l'intensité de la volonté de rejet du pouvoir manifesté par les scores de l'extrême droite et de l'extrême gauche. 20 % pour l'extrême droite, 15 % pour l'extrême gauche et 5 % pour Chevènement.

L'éviction de Lionel Jospin du second tour, et donc d'une des deux familles de base de la vie politique française, donne la mesure de la gifle donnée par Le Pen et l'extrême droite à la démocratie.

C'est un peu le hasard qui a fait que ce soit la famille socialiste qui sorte grande vaincue du premier tour des élections. Cela eût pu être la droite traditionnelle, tout aussi divisée entre au moins trois candidats. Mais il est vrai que le choix par les socialistes français d'un leader vraiment peu charismatique s'est avéré une faute en trop dans un contexte aussi difficile.

Le système institutionnel français permettra sans doute à Jacques Chirac de remporter toute la mise au second tour, le 5 mai. Trop de signes convergent en Europe occidentale cependant pour éviter de se voiler la face: après l'Autriche et Haider, il y a eu Bossi en Italie, et un parti d'extrême droite dans le gouvernement danois. Le 15 mai prochain, les élections hollandaises pourraient permettre un score impressionnant pour l'extrême droite batave.

L'extrême droite, et Le Pen en particulier, est toujours xénophobe et raciste. Elle paraît s'acclimater du système démocratique mais elle véhicule la haine de l'adversaire qui finit par justifier beaucoup, sinon tout.

Il n'en reste pas moins vrai qu'il n'y a nulle part en Europe de milice armée qui domine la rue comme dans les années trente¹. Encore Le Pen a-t-il fait personnellement le coup de poing en 1997 contre une mandataire socialiste.

Le désenchantement

Je ne l'invente pas, tout cela est le signe d'une coupure entre l'opinion et sa représentation traditionnelle dans les partis démocratiques. Une bonne partie de l'opinion, et spécialement celle des plus défavorisés, est restée sur le bord du chemin de l'évolution du dernier quart de siècle, de la globalisation, des institutions européennes, de l'informatique et d'internet.

Pour tout le monde, l'Europe a perdu ses repères idéologiques vieux de cent cinquante ans tant en politique qu'en religion. Comme disent les politologues, le monde s'est désenchanté. Plus personne ne peut avec vraisemblance attendre de la vie politique la réalisation sur terre de la «Cité de Dieu» ou la création du paradis socialiste ou communiste et chacun n'en finit pas de digérer la fin de l'espoir total et radical.

Que proposer face à ce désamour? L'histoire n'est pas écrite et plusieurs possibles existent mais je n'en vois que deux qui soient crédibles.

Le premier consiste à accepter le désenchantement et à s'organiser pour vivre intelligemment avec lui. La vie politique

dans cette optique n'est plus que l'un des éléments importants de la vie et on ne peut en attendre que des solutions à court ou moyen terme à quelques problèmes importants. Quelle doit être la place des structures européennes? Comment supporter le déséquilibre démographique qui s'annonce dans trois ou cinq ans par la mise à la retraite des personnes nées dans l'immédiat après-guerre? C'est le système américain depuis longtemps. Il est vite décrié en Europe quand on parle de campagne «à l'américaine», c'est-à-dire réduite à des exhibitions de majorettes. C'est aller fort vite: le système américain, c'est une multitude de débats, de scrutins sur des points précis et significatifs. Aucun des deux partis américains n'a de réelle nature propre qui soit prévisible. Mais ce n'est pas parce qu'il n'y a plus que des débats modestes qu'il n'y a pas d'enjeu. © AFP

Le réenchantement

L'autre solution consiste à réenchanter le monde et retrouver une opposition forte et significative, vécue entre deux philosophies, dont chacune semble comme proposer une clé du monde. À voir le malaise produit par le désenchantement, une telle solution serait la plus adaptée. L'ennui c'est qu'on ne voit pas très bien par quoi ou avec qui procéder à ce réenchantement. On ne trouve pas les élixirs, ni celui d'Anvers, ni celui de Spa. Mais il est bien possible que les choses changent en quelques années même si on ne peut faire de prévision. De nouvelles synthèses rassureraient l'opinion. J'ai bien dit nouvelles: la réaffirmation d'antiennes sur un ton d'autant plus mâle et convaincu qu'on est peu à y croire ne peut aider. Ce qui a provoqué ou n'a pas empêché le désenchantement n'est pas ce qu'il faut pour demain.

Les enjeux de demain

En attendant une recomposition positive et lucide de l'univers politique et social, l'addition des gouvernements à composante d'extrême droite cultivant les nationalismes (l'euphémisme français est le souverainisme, cher à l'apprenti sorcier Jean-Pierre Chevènement) met à mal la définition et la vie du concert européen par la coalition de ceux qui n'en comprennent pas la nécessité ou qui souffrent de sa mise en place.

Le mépris vis-à-vis des laissés-pour-compte qui s'est répandu en une génération à travers la société a suscité une envie de revanche qui devrait ramener à plus de modestie la catégorie des dirigeants –on disait autrefois simplement des chefs– ou de ceux, bien plus nombreux, qui croient s'y retrouver.

La Belgique francophone a su jusqu'ici éviter les tentations de l'extrême droite mais dès 2003, la Flandre devra affronter de nouveau la question du Vlaams Blok. Les enjeux d'aujourd'hui valent bien ceux d'autrefois. ■

Patrice Dartevelle

1 Je le disais déjà dans «Hitler, Haider, Anvers» in Espace de Libertés n°280, avril 2000.

«Le troupeau dérouté»

Malgré la guerre du Golfe, l'affaire du Watergate a ancré l'Europe dans l'idée d'une grande indépendance des médias américains. Noam Chomsky dissipe nos illusions...

Noam Chomsky

Le rôle des médias, dont il est un analyste réputé, interpelle rudement Noam Chomsky. Selon cet éminent linguiste du MIT et militant libertaire engagé, le «quatrième pouvoir» –de plus en plus dominé par quelques firmes géantes– est à ce point influent qu'il détermine désormais ni plus, ni moins, la nature de la démocratie dans laquelle nous vivons. Le fonctionnement politique de la presse peut, dit-il, en effet, induire deux formes distinctes de société démocratique. «La première veut que l'ensemble des citoyens dispose des moyens de participer efficacement à la gestion des affaires qui le concernent et que les moyens d'information soient accessibles et indépendants (...) Selon la seconde conception, le peuple doit être exclu de la gestion des affaires qui le concernent et les moyens d'information doivent être étroitement et rigoureusement contrôlés. Bien que cette conception puisse sembler bizarre, il est important de comprendre que c'est elle qui prédomine.»

Comment et pourquoi les médias et la désinformation suscitent-ils cette forme abâtardie de démocratie? Outre-Atlantique, du moins? Pour Chomsky, le processus remonte à la Première Guerre mondiale lorsque le gouvernement Wilson a poussé son opinion publique pacifiste à adhérer à son projet d'intervention militaire en

Europe. Mais la technique, mise au point à cette fin louable par une commission gouvernementale de propagande –la Commission Creel–, a été mobilisée ensuite dans d'autres buts. Notamment pour entretenir la psychose du «péril rouge» dans le contexte de la guerre froide. Proche de la pensée de Lénine sur le rôle irremplaçable des avant-gardes, la philosophie qui est à la base de cette savante entreprise de manipulation postule que le bien commun est une notion qui échappe à l'opinion publique que Walter Lippmann, ancien gourou des journalistes américains, appelait d'ailleurs le «troupeau dérouté». Dans cette conception, explique Chomsky, le bien commun ne peut être défini que par une «classe spécialisée» d'«hommes responsables» dotés des capacités requises pour donner aux choses le sens qui convient.

«Il est donc nécessaire d'avoir recours à un moyen quelconque pour dompter le troupeau et ce moyen n'est rien d'autre que la fabrication du consentement, cette révolution dans l'art d'exercer la démocratie. Les médias, l'enseignement et la culture doivent être séparés: on a un système pour l'élite et un autre pour la populace». Mais comment «fabriquer le consentement»? Grâce à un bon service de relations publiques, précise Chomsky. «Les États-Unis ont été les pionniers de l'industrie des relations publiques dont la mission est de contrôler l'opinion (...). L'industrie des relations publiques a connu une expansion considérable à l'époque de la Commission Creel. Tout au long des années 1920, elle est parvenue à obtenir de la population une soumission presque totale aux règles imposées par le milieu des affaires (...). Mais tout cela est d'une grande efficacité et continue à bien fonctionner de nos jours (...). Les gens doivent rester assis devant le téléviseur, isolés les uns des autres, et se mettre dans le crâne

le message qui leur dit que la seule ambition respectable dans la vie est d'acquérir davantage de biens matériels ou de vivre comme ces familles aisées de la classe moyenne que montre la télévision, et que seules comptent les valeurs inestimables de l'américanisme et de l'harmonie.»

Cultiver les «valeurs martiales»

Chomsky insiste à ce sujet beaucoup sur le fait que les gens ont beaucoup de mal à s'organiser aux États-Unis. Les syndicats, ainsi que d'autres formes de mouvements populaires, sont désormais à peu près inexistantes, note-t-il. «Il n'existe ni partis politiques proprement dits, ni mouvements organisés.» C'est d'ailleurs pourquoi, précise Chomsky, une bonne partie de l'opposition aux USA prend naissance dans les... églises, une des rares institutions qu'il a été impossible de détruire. Sans lieu de rassemblement, les citoyens ont beaucoup de mal, dit-il, à vérifier le fait décisif qu'ils ne sont pas seuls à avoir des idées dérogatoires au discours officiel diffusé par les médias qui «appartiennent à un monopole d'affaires.»

Le cas est flagrant dans le domaine de la politique étrangère où il faut chaque fois mobiliser l'opinion. Surtout, ajoute Chomsky, depuis que la guerre du Viêt-Nam a induit chez les Américains ce que Norman Podhoretz, un des penseurs de Reagan, a qualifié un jour d'«inhibition malade de l'usage de la force militaire». Pour cultiver les «valeurs martiales» –comme l'a écrit le Washington Post pendant la guerre du Golfe– il n'y a rien de plus efficace, continue Chomsky, que d'effrayer les gens. Au besoin en falsifiant l'histoire. «Qu'il s'agisse du Proche-Orient, du terrorisme international ou de l'Amérique centrale, l'image du monde présentée à la population n'offre qu'une très lointaine ressemblance avec la réalité. La vérité est profondément enfouie sous les couches accumulées de mensonges. (...) Pendant les années 1930, Hitler a implanté dans son troupeau la peur des Juifs et des Gitans. Il fallait les anéantir pour se défendre. Nous disposons également de cibles appropriées: depuis dix ans, tous les deux ou trois ans, on fabrique un nouveau monstre d'importance majeure contre lequel il nous faut nous défendre. (...) C'est ainsi qu'ont été créés le terrorisme international, les narcotrafiquants, les Arabes déments et Saddam Hussein, le nouvel Hitler qui allait conquérir le monde. Ils surgissent de la boîte à malice les uns après les autres. Il s'agit d'effrayer la population, de la terroriser et de l'intimider (...). Ensuite survient une victoire magnifique à la Grenade, au Panama ou contre quelque autre armée du tiers-monde incapable de résister, qu'il est possible de réduire en poussière sans même prendre le temps d'y penser, comme cela c'est effectivement produit. C'est alors le soulagement. Nous avons été sauvés in extremis. C'est ainsi qu'on s'y prend pour empêcher le troupeau dérouté de voir ce qui se passe réellement, pour détourner son attention et le contrôler.»

Le scénario semble toujours le même: «d'abord une offensive idéologique destinée à fabriquer un monstre chimérique; ensuite le lancement d'une campagne pour l'anéantir». Une mémoire sélective est, à cet égard, un atout des plus précieux. Là où ils vont parler abondamment des épouvantables conditions de détention des prisonniers politiques à Cuba, des médias comme le New York Times se tairont, relève Chomsky, sur les graves violations des

droits de l'Homme subies au Salvador, durant la guerre civile, par des détenus capturés par les forces gouvernementales soutenues par les États-Unis.

Une culture totalitaire

Le Moyen-Orient, la guerre du Golfe en particulier, est un autre exemple révélateur. «Si l'on prend la peine d'analyser la couverture de presse de la guerre du Golfe à compter du mois d'août 1990, on ne peut manquer de constater que certains n'ont pas eu droit au chapitre. Il existe un mouvement d'opposition démocratique irakien, très courageux et dont l'importance est loin d'être négligeable (...). Il suffit de consulter la presse américaine pour constater le peu d'intérêt accordé à l'opposition démocratique irakienne entre le mois d'août 1990 et le mois de mars 1991. Il est impossible de trouver une seule ligne qui lui soit consacrée. La raison ne réside pas dans leur silence. Ils ont fait des déclarations, des propositions, des demandes et ont formulé des exigences qui ressemblent en tout point, à celles du mouvement américain pour la paix (...). Ils savaient parfaitement qu'une telle solution était possible. Mais ce point de vue était inacceptable pour les États-Unis, par conséquent, on l'a exclu. Pas une seule bribe des propos de l'opposition démocratique irakienne n'a été portée à la connaissance de la population (...). Cet exploit de la propagande est tout à fait impressionnant, car non seulement l'opinion des démocrates a été complètement exclue, mais encore personne n'a

remarqué ce fait».

Chomsky insiste beaucoup sur cet épisode du Golfe dont on sait qu'il a révélé de graves dysfonctionnements en matière d'information. Revenant sur les raisons invoquées pour lancer l'opération «Tempête du désert», il rappelle notamment que les médias ont répandu l'idée que l'armée de Saddam Hussein était très puissante. Or, précise Chomsky, pendant huit ans, soutenu par l'URSS, les USA, l'Europe et les pays arabes producteurs de pétrole, il s'est battu contre un Iran épuisé par sa révolution mais sans pourtant pouvoir le vaincre. «Mais soudain, le voilà en mesure de conquérir le monde! S'est-il trouvé quelqu'un pour s'en étonner? La vérité, c'est qu'il s'agit d'un pays du tiers-monde doté d'une armée de paysans. On reconnaît maintenant qu'on a laissé circuler une énorme quantité de fausses informations au sujet des fortifications, des armes chimiques, etc. Mais y a-t-il eu une seule personne pour émettre des doutes? Non, personne. C'est typique».

Typique de quoi? La réponse, cinglante, ne se fait pas attendre: «Ce fait est caractéristique d'une culture totalitaire». La conclusion de Noam Chomsky n'a donc rien de surprenant: «Il s'agit de savoir si nous voulons vivre dans une société libre ou bien dans ce qui n'est ni plus ni moins qu'une forme de totalitarisme, un totalitarisme dans lequel le troupeau dérouté est à dessein dévié de sa route et erre, terrifié, en hurlant des slogans patriotiques, en craignant pour sa vie et en encensant le chef qui l'a sauvé de la destruction, pendant que les gens instruits obéissent au doigt et à l'oeil, scandent les slogans qu'il faut scander et que notre société se détériore»*.

Jean Sloover

* Cet article s'inspire principalement de deux ouvrages: *Propagande, médias et démocratie* de Noam Chomsky et Robert W. McChesney, professeur à la Faculté de communication de l'université de l'Illinois, Éd. Écosociété, Montréal, 2000, 202 pages, ainsi que de *11/9 – Autopsie des terrorismes* de Noam Chomsky, Éd. Le Serpent à Plumes, Paris, 2001, 155 pages.

Serrer la vérité au plus près

La désinformation règne en maître en cas de conflits. Le devoir des médias et des opinions publiques est de lui résister pied à pied.

Si une image doit me rester de la guerre d'Afghanistan, c'est bien celle des B52 s'évanouissant tour à tour au-dessus des sommets avant de réapparaître suivis de leur panache caractéristique. Dans un silence parfait, tellement haut dans le ciel que l'on n'entend pas le souffle de leurs réacteurs, tellement loin par-delà les crêtes qu'elles étouffent l'explosion des bombes.

Nous sommes au nord de l'Afghanistan, dans la province de Takhar, et la lumière automnale de novembre écrase les villages de pisé aux flancs des montagnes. Pourquoi le cacher? Il fait bon vivre ce dimanche-là aux confins de l'Indoukouch, sur le pan de colline qui surplombe la route séparant Taloqan de Kunduz. Malgré la guerre qui est passée par-là et s'est arrêtée deux ou trois kilomètres plus loin, au pied de la première ligne de défense talibane.

Les photos de l'endroit ont fait le tour du monde. C'est qu'à *Bangi Circus*, comme nous avons rebaptisé cette butte située aux abords de la bourgade de Bangi, la presse internationale a été installée comme dans un fauteuil par le ministère des Affaires étrangères de l'Alliance du nord. N'allez pas croire que l'entreprise ait été pour autant dépourvue de danger. Un obus, un seul,

© AFP

Un Afghan en prière devant un char durant l'offensive contre al-Qaeda

aurait pu obliger ce jour-là nombre de rédactions à écrire la nécrologie compassée d'un des leurs tombés au combat de l'info, accentuant la fausse impression que décidément cette guerre ne tue que les journalistes. Mais tout s'est bien passé: les «face caméra» se sont enchaînés, les interviews ont été enregistrées, le commandant qui dirigeait la troupe a répété cent fois que «la chute de Kunduz sonnerait le glas du régime taliban», etc. En direct de *Bangi Circus*, le monde occidental a pu se faire une opinion. Une opinion basée sur une entreprise de propagande aigre-douce.

Je me souviens avoir interrogé là un guerrier originaire de Chomali (nord-est de l'Afghanistan) qui m'a prétendu, sa kalachnikov malicieusement dirigée vers mon estomac, avoir tué à lui seul une centaine d'ennemis. A-t-il réussi à vendre son histoire à un confrère façon «La sanglante odyssée d'un fidèle de Massoud»? Je n'en sais rien. Mais les reporters avec lesquels j'ai conversé alors que la «représentation» s'achevait, loin de se réjouir des informations glanées, pestaient contre ce qui, de toute évidence, n'était qu'un miroir aux alouettes. Les combattants étaient de chair et de sang, les armes étaient d'acier, les champs de mines étaient de sable, mais la vraie guerre était ailleurs. Ce que l'on nous montrait ici n'avait que peu de choses à voir avec le récit des réfugiés que nous venions de croiser une heure ou deux auparavant, hommes apeurés mais dignes, poussant leurs ânes chargés de victuailles et d'enfants, suivis d'un nombre variable de femmes en burqa. L'aviation américaine ne se contentait

pas de bombarder la ligne de front talibane, elle pilonnait également les villages proches de Kunduz, tuant des civils par dizaines. La version officielle devait prétendre que des hommes du mollah Omar s'étaient mêlés aux villageois, qu'il était impossible de séparer le bon grain de l'ivraie, qu'on ne fait pas d'omelette sans casser d'oeufs...

Une guerre envoûtante parce qu'extrême

Pour ceux qui s'y invitent, la guerre peut être une féerie. Michel Peyrat, le reporter de *Paris Match* qui a tenté en vain de pénétrer dans les territoires talibans sous une burqa avant d'être fait prisonnier, n'a pas suggéré autre chose chez ce propagandiste pour ragots à la mode qu'est Thierry Ardisson. La guerre est envoûtante parce qu'elle est forcément extrême, qu'elle nous fascine sans pour autant nous plaire. Beaucoup de correspondants de guerre sont accros à cette atmosphère qui fond leurs angoisses dans la peur des populations locales, qui rend la mort des autres familière, programmée, palpable. Ce sentiment particulier explique sans doute pourquoi tant de journaux basculent si facilement dans le romantisme guerrier. Pourquoi également, il n'est pas simple, bien que l'on soit sur place, de remettre en question le vent dominant qui vient de Washington. En voici un exemple. Le 22 novembre, la nuit est déjà tombée depuis plusieurs heures au moment où j'appelle le journal. «Tu proposes évidemment un papier sur la chute de Kunduz?» me dit-on. «CNN fait un direct depuis les rues de Taloqan, là où tu te trouves. Et l'*Associated Press* confirme que la ville est tombée». Pour moi cependant, comme pour les journalistes qui font le pied de grue depuis une dizaine de jours à quelques kilomètres de la ville assiégée, Kunduz est toujours bien aux mains des talibans.

L'angoisse. Un journaliste ne se sent jamais aussi mal que lorsqu'il rate une information «toute cuite» et fatalement aussi cruciale que celle-là. A fortiori lorsqu'il est envoyé à grands frais à l'autre bout du monde, qu'il s'est engagé physiquement et psychologiquement dans des conditions difficiles, et que tout le bénéfice de l'opération tombe à plat pour quelques instants d'inattention. La fatigue, un mauvais choix, un piètre relais et vous voilà seul à ne pas annoncer en Une le lendemain que la clé du nord de l'Afghanistan vient de changer de main...

Mais CNN et l'AP se sont trompés. Une visite éclair au ministère des Affaires étrangères de l'Alliance du nord, un détour par les états-majors des différents chefs de guerre en place à Taloqan permettent de vérifier et de rejeter en bloc l'information. Le journal fera confiance à son envoyé spécial. C'est tout à son honneur, si l'on sait que le plan fixe que diffuse obstinément CNN depuis Taloqan et les dépêches que débite l'AP ont de quoi susciter de sérieuses interrogations. Quelques minutes plus tard, la chaîne et l'agence de presse américaines reconnaîtront leur erreur.

Des leçons à retenir, des pièges à éviter

Deux leçons au moins sont à retenir de cette expérience. La première est qu'en temps de guerre, face à la machine de propagande mise en branle, rien ne vaut une présence sur les lieux de l'événement. Nombre de journaux n'ont pas les moyens d'envoyer des journalistes sur place et n'ont d'autre choix que de se laisser emporter par le flot continu des communiqués officiels et des dépêches d'agence. Sans oublier les documents bidonnés et la volonté manifeste de tromper pour servir la cause. Le

prétendu charnier de Timisoara est un exemple célèbre des pièges que doivent éviter les médias pour rester crédibles. La guerre du Golfe a permis quant à elle, grâce à quelques journalistes qui avaient habilement contourné le dispositif américain, de révéler au monde la piètre puissance militaire de l'Irak, cette «quatrième armée du monde» que se devait de combattre l'Occident pour préserver ses sacro-saintes valeurs.

Le second enseignement tient à la capacité du média lui-même de rester objectif, a fortiori s'il appartient à un pays qui prend part au conflit. Les travers de CNN et de l'information en continu sont connus. Le Moyen Âge afghan n'a rien ajouté à l'affaire: «Couvrir la guerre en Afghanistan, c'est comme décrire un chat noir dans une pièce noire», estimait en novembre dernier John Moody, le vice-président du *Fox News Channel*, le plus grand concurrent de CNN sur le marché américain. «C'est l'une des tâches les plus ardues que la télévision ait jamais entreprises, à cause du manque d'accès, du danger (qui a déjà coûté la vie à plusieurs journalistes) et de notre manque d'expérience en Afghanistan».

Cette fois cependant, la chaîne de Ted Turner n'a pas fait de la mauvaise information au nom du business et du *just in time*. Consciemment ou non, comme aux plus belles heures de la guerre du Golfe, elle s'est muée en instrument de propagande de l'armée américaine. Après coup, la mise en scène de Taloqan apparaît tellement énorme que l'on peut se demander si la manœuvre n'a pas consisté à ajouter au sentiment de panique qui régnait alors dans les rangs des talibans afghans retranchés dans Kunduz... Mais ce n'est qu'une hypothèse.

Autocensure et fausses informations

Deux certitudes existent en revanche. Premièrement, CNN est issue des États-Unis, pays à jamais marqué par les attaques terroristes du 11 septembre et le poids émotionnel que doit supporter la chaîne est évident. Ensuite, au lendemain des attentats, un Bureau de l'influence stratégique (*Office for strategic influence*) a été mis sur pied par le Pentagone. Il a été supprimé en février dernier dans un parfum de scandale. Au devoir d'autocensure imposé à la presse américaine, cet organe a ajouté la diffusion de fausses informations. Le *New York Times* qui a révélé l'affaire a fait en outre mention de coups de fils anonymes et d'attaques des réseaux informatiques des médias embarrassants... CNN et l'AP se sont-elles laissées intoxiquer ce jour là, à Taloqan?

Qu'une armée fasse de la propagande, rien de plus normal. Des mains coupées par les ulhans au cours de la Première Guerre mondiale au massacre de Katyn, quelles que soient l'époque et les parties en conflit, la désinformation est forcément présente dans les arsenaux guerriers. Mais les médias comme les opinions publiques ont le devoir de lui résister pied à pied. Quelquefois subtile, elle se fait grossière lorsque le président américain G.W. Bush évoque l'axe du Mal. Et laisse entrevoir une nouvelle guerre en Irak. De la capacité des médias à serrer au plus près la vérité dépendent bien sûr leur crédibilité et le confort intellectuel de leurs lecteurs. Mais aussi, dans une certaine mesure, le droit d'exercer leur rôle de quatrième pouvoir.

Pascal Martin

L'affaire du Pentagone

Le grand complot, suite

Que restera-t-il dans quelques semaines de la thèse du «journaliste» français Thierry Meyssan, affirmant qu’au grand jamais le vol 77 d’American Airlines ne s’est écrasé sur l’une des façades du Pentagone le 11 septembre 2001? Médiatiquement sans doute pas grand-chose. Le Net se sera passionné pour d’autres énigmes ou d’autres canulars et *L’Effroyable Imposture* aura quitté la devanture des librairies. Psychologiquement en revanche, ces théories fumeuses seront recyclées en un doute perpétuel, un sentiment de défiance et d’incompréhension, une épée de Damoclès suspendue au-dessus des vérités officielles et des médias qui les relaient.

© Belga

«Troublant»: c’est le mot que bien des médias ont employé pour qualifier les photos diffusées par le Réseau Voltaire au cours des deux derniers mois. Rappelons qu’un alignement de sept photos –ironiquement baptisé «Jeu des sept erreurs»– prétend démontrer la non-existence d’un crash aérien là où, pour toute la planète, le boeing de l’American Airlines détourné par les terroristes s’est littéralement pulvérisé. Très habilement, la mise en ligne de ces clichés a servi de tremplin au lancement de *L’Effroyable Imposture*, livre que Thierry Meyssan voit déjà vendu à plus de 100 000 exemplaires. Admettons qu’il n’est pas interdit de s’affirmer journaliste d’investigation et de développer une juteuse opération de marketing. Et reconnaissons, au bénéfice de Meyssan, que s’il faut s’en tenir aux photos et à la vidéo diffusées respectivement par les «anti-rumeur» et par le Pentagone lui-même, ses théories n’ont pas grand-chose à craindre.

Mais là est bien le seul crédit que l’on puisse accorder à un auteur qui serait probablement demeuré *underground* si Thierry Ardisson ne lui avait donné un écho aussi puissant que stupide sur France 2. Fort heureusement, le livre de Thierry Meyssan, comme ses interviews, ont eu tôt fait de révéler le caractère affabulateur d’un personnage pour qui le «vrai-faux» crash du Pentagone n’est rien moins que l’arbre qui cache la forêt. Pour la cheville ouvrière du Réseau Voltaire, la «mascarade du Pentagone» n’est qu’un des éléments du grand complot militaire qui ronge l’Amérique de l’intérieur et la conduit droit à sa perte.

L’Effroyable Imposture est un délice de mauvaise foi, d’approximation et d’incompétence. La méthode qui y est développée est globalement celle qu’utilisent les révision-

nistes. Elle consiste à ne retenir que les éléments qui corroborent une hypothèse devenue rapidement axiome, en ayant soin d’oublier le reste. Mais comme il le dit lui-même sans rougir, Meyssan se contente de poser les questions, laissant aux autres le soin d’apporter les réponses. À ce petit jeu, on peut évidemment écrire n’importe quoi... Lorsque, enfin, on le met face à ses contradictions et à ses délires, il vous rétorque que l’on parle tout de même de son bouquin dans tous les bistrots de France... Sans commentaires.

Comme souvent, lorsqu’une telle affaire déboule sur la place publique, la presse s’interroge sur l’opportunité d’en parler ou non. Le dilemme est le suivant: soit elle ouvre ses pages et accentue la propagation d’une information supposée fantasque et mensongère; soit elle tourne le dos et brime une partie de son lectorat au prétexte qu’il faut le protéger. Le risque de nourrir l’intox, sinon l’une ou l’autre forme de populisme, n’est en effet pas illusoire. Le livre de Thierry Meyssan a de toute évidence fait rebondir un vieux débat, qui a notamment coutume de réapparaître chaque fois que l’extrême droite pointe le bout du nez.

Faut-il en parler ou non? Lorsqu’il a décidé de franchir le cap, de parler des théories de Thierry Meyssan, *Le Monde* et sa réputation de sérieux ont jeté un sacré pavé dans la mare médiatique française. Alors que les grands journaux de l’Hexagone l’ont boudé ou assassiné à bout portant –comme *Libération* qui a noyé l’information sous les sarcasmes– *Le Monde* a présenté de manière linéaire les arguments du Réseau Voltaire, lui permettant aussi d’ouvrir le sas, faisant sauter un verrou. Les élitistes rétorqueront que le public-type du journal de Hubert Beuve-Méry, bien servi par la rigueur journalistique que pratique habituellement sa rédaction, est supposé capable de se faire une idée comme un grand. C’est un élément. Mais tous préjugés médiatiques mis de côté, la qualité des arguments et des contradictions opposés aux thèses d’un Meyssan reste bien le meilleur moyen d’ouvrir les yeux du lecteur. Bien sûr, il restera toujours des irréductibles, persuadés d’avoir découvert l’eau pure en terrain fangeux. Mais ils seront minoritaires, les autres ne demandant qu’à comprendre.

Ce travail a-t-il vraiment été fait par les médias qui ont relevé le défi? Rien n’est moins sûr. Les débris, dont on nous certifie sur base de photos d’amateurs qu’ils sont bien ceux d’un avion, peuvent très bien venir d’une automobile, faute d’une réelle expertise. Ressortit à nouveau les déclarations des témoins visuels de l’époque n’a que peu d’intérêt si l’on ne nous explique pas pourquoi celles-ci ne correspondent pas aux photos. Prétexter, comme le font les autorités américaines, que répondre à Meyssan revient à porter atteinte à la mémoire des passagers du vol 77 et du personnel tué au sol n’arrange évidemment rien. Même si ce travail, concédons-le, davantage que celui d’un Pentagone peu sensible à une rumeur essentiellement présente dans les pays francophones, davantage que le rôle de la presse qui ne peut dépêcher ses reporters chaque fois qu’un canard donne du bec, aurait dû être mené à bien par Thierry Meyssan lui-même. Ou alors que notre Sherlock Holmes revoie sa copie et songe à un titre moins ronflant que *L’Effroyable Imposture*. Ou plutôt qu’il change de genre. Façon «roman de politique-fiction à l’intention des esprits (trop) bienveillants»...

Pascal Martin

© Belga

Il ne reste rien aujourd’hui des infamantes accusations portées contre Elio Di Rupo si ce n’est les questions sur les origines de la cabale.

Novembre 1996: alors que les révélations se succèdent en cascade dans le dossier Dutroux et que la Belgique est sens dessus dessous, une nouvelle «affaire» éclate. Grâce à des «fuites» savamment orchestrées sans doute, plusieurs médias –surtout flamands– annoncent que la justice mène une enquête sur deux responsables politiques soupçonnés de pédophilie: Jean-Pierre Grafé et Elio Di Rupo. Dans l’atmosphère de suspicion qui règne à l’époque, la cause semble entendue dès les premières lignes. D’autant qu’il y a des mots qui tuent plus vite que des balles ou des poisons.

Sous le couvert du secret de l’instruction, des personnes affirment que Di Rupo, vice-Premier ministre, a entretenu des relations sexuelles avec des mineurs d’âge. Ce dont le principal intéressé se défend avec véhémence. D’aucuns réclament sa tête sans autre forme de procès.

Elio Di Rupo adopte dès le départ une ligne de conduite ferme face à ceux qui veulent le conduire au bûcher: ne pas céder, donc ne pas démissionner. Il est vrai que les «témoignages» qui semblent l’accabler se dégonflent rapidement. La «rumeur» qui l’a présenté comme un pédophile évoque désormais un possible coup fourré monté par des policiers qui auraient voulu se payer le scalp d’une grosse pointure politique.

De fait, le procureur général près la cour de Cassation, après analyse du dossier, lave Elio Di Rupo des infamantes accusations dont il a fait l’objet et la Chambre s’oppose à son renvoi éventuel devant la plus haute instance judiciaire car elle ne dispose pas d’éléments probants pour le faire.

Guerre des polices

Qui, finalement, a voulu la tête de Di Rupo et pourquoi? À l’époque, une enquête a été ouverte pour chercher à savoir qui était à l’origine des «fuites» dans la presse et au-delà, qui a cherché à nuire à l’actuel président du PS. On sait désormais que les déclarations du «témoin» à charge ont été suscitées, voir manipulées. Le Comité P, le service de contrôle des polices, transmet en 1997 un

Retour sur une manipulation

rapport à la Chambre et au Sénat dans lequel la police judiciaire et la gendarmerie sont mises sur la sellette mais aussi certains membres de la magistrature trop peu attentifs: pressions sur des témoins, manipulation de magistrats, etc. Hypothèse: voulant à n’importe quel prix accrocher à leur tableau de chasse la tête d’un ministre, des péjistes et des gendarmes n’auraient pas hésité à se livrer à une guerre sans merci où tous les coups étaient permis: Robert Delathouwer, président de la commission parlementaire de suivi des comités P et R (Police et Renseignements), qualifie le rapport de déconcertant et soupçonne qu’il s’agit d’une opération destinée à nuire à Di Rupo¹.

Di Rupo et Grafé totalement blanchis, restent les questions sur les origines de la cabale montée contre eux. À ce jour, personne n’a pu vraiment tirer cette affaire au clair, comme souvent dans les manoeuvres de manipulation de l’opinion publique. Les médias se sont très vite divisés sur le sujet, entre ceux qui ont foncé tête baissée et ceux qui, dès les premiers instants, ont flairé l’arnaque. Au-delà cependant, on ne sait toujours pas qui, à un moment donné, a décidé de faire tomber Di Rupo, vice-Premier ministre francophone. À l’évidence, des journalistes flamands ont bénéficié d’un soi-disant scoop. Ils ne se sont pas privés d’en faire usage, sans trop se poser de questions au départ. Rétrospectivement, d’aucuns pensent qu’il pouvait s’agir d’une manoeuvre destinée à distraire l’opinion publique des travaux de la commission Dutroux où des membres des services de police et de la magistrature étaient mis sur la sellette. En outre, et sans vouloir donner de leçon, il est clair que le dossier Di Rupo a eu tout de suite une très forte connotation communautaire, ce qui a certainement contribué à fausser plus encore les données de ce jeu de dupe.

Ce «coup» servi sur un plateau d’argent n’aurait-il pas dû susciter la perplexité? Il faut sans doute se replacer dans le contexte de l’époque où cela «flinguait» dans tous les sens dans les médias et où il ne semblait pas y avoir de limite à la surenchère médiatique, une dérive dont ne sont pas responsables les seuls journalistes qui ne sont, somme toute, que des employés. Ce qui ne les exonère pas, cela va de soi, d’un minimum de déontologie. Il y a aussi le problème des sources d’informations. Comme le rappelle Di Rupo lui-même: « Dans les parquets, il y a eu des personnes qui sont intervenues et qui ont failli, sans vérification, sans discernement»². Ce qui signifie, en d’autres termes, que dans la plupart des cas, les journalistes reçoivent des informations réputées fiables surtout lorsqu’elles émanent d’institutions comme la justice ou la police. Il ne faut cependant pas oublier que celles-ci ne constituent pas un corps neutre et qu’elles ne se composent pas d’individus neutres. Ils ne sont pas simplement –loin s’en faut– «la bouche de la loi», pour paraphraser Montesquieu.

Sergio Carrozzo

L’attaque contre le Pentagone, le 11 septembre 2001.

¹ *Le pays des 1000 scandales*, Dirk Barrez, Quorum, 1998, Ottignies, p.150.

² *Le Soir*, 29 mars 2002.

Les agences du «nouvel ordre mondial»

Structurellement intégrées aux dispositifs de maintien de l'ordre politique, idéologique et symbolique du capitalisme, les agences internationales de presse demeurent, aujourd'hui, l'un des principaux relais des intérêts des multinationales et le cœur même du complexe médiatico-industriel.

En mai 2000, le révérend Sun Myung Moon, principal dirigeant de la secte du même nom, annonçait avoir acheté, par l'entremise de sa société de médias News World Communications, longtemps perçue comme une arme de propagande «occidentale» au service de la cause anti-communiste, l'agence United Press International (UPI). La secte Moon complétait ainsi son empire industriel, lequel comptait déjà, parmi ses nombreuses propriétés, des écoles, des hôtels, des banques, des journaux et magazines ainsi qu'une usine d'armement.

Aujourd'hui, UPI est dirigée par quelques-unes des figures les plus marquantes du monde de la finance et de la politique de ces dernières années. Son rédacteur en chef, John O'Sullivan, a été conseiller privé de Margaret Thatcher et le fondateur du New Atlantic Initiative, l'un des plus puissants *think tanks* travaillant simultanément au renforcement des relations transatlantiques, à la défense inconditionnelle de l'OTAN ainsi qu'à l'établissement d'une zone commerciale de libre-échange et de commerce entre les deux blocs nord-américain et européen. Les dirigeants de cet influent organisme sont, entre autres, Vaclav Havel, Margaret Thatcher, Helmut Schmidt, Henry Kissinger et Edwin Feulner, le président de la Fondation Heritage, considérée par d'aucuns comme la plus influente boîte à idées des États-Unis et cataloguée par certains à l'extrême droite de l'échiquier politique. D'ailleurs, O'Sullivan est aussi directeur d'études dans cette même institution. Ian Campbell, correspondant économique pour UPI, a été, quant à lui, chef économiste pour la banque néerlandaise ABN Amro. Martin Walker, directeur de la correspondance internationale, est un ancien membre du comité de rédaction de la revue *International Affairs*, le journal de l'Institut pour les Affaires internationales (RIIA). Mieux connu sous le nom de Chatham House, cet organisme travaille, lui aussi, à la promotion et au soutien des relations entre les États-Unis et le Royaume-Uni. Au service des multinationales américaines et britanniques, ce club de l'élite mondiale est présidé par Lord Marshall of Knightsbridge, le prési-

1 Chomsky Noam et McChesney Robert, *Propagande, médias et démocratie*, Montréal, Écosociété, 2000, p.185.

dent de British Airways, vice-président de British Telecom et administrateur de l'oligopole financier HSBC. Quant à Martin Hutchinson, rédacteur «économie» chez UPI, il a longtemps travaillé pour la Citibank. Enfin, on précisera que le responsable «maison» pour la politique nationale, Peter Roff, est l'ancien directeur politique de Newt Gingrich, la figure désormais légendaire de l'ultra-droite américaine, bien connu pour avoir incité «les propriétaires des médias et les annonceurs les plus importants à attaquer vigoureusement les "socialistes" dans les salles de rédaction»¹.

Reuters, au cœur de la Triade

Reuters est elle aussi particulièrement représentative des relations qui se nouent, au niveau mondial, entre l'information et les principales puissances économiques, diplomatiques et militaires que sont les États-Unis, l'Europe et le Japon. Présidée par Sir Christopher Hogg, aujourd'hui administrateur de GlaxoSmithKline et Air Liquide après avoir été président des multinationales de l'industrie alimentaire Courtaulds et Allied Domecq, l'agence Reuters compte parmi ses administrateurs Roberto Mendoza, ancien vice-président de JP Morgan Chase & Co, ancien directeur de la banque d'affaires Goldman Sachs; Ed Kozel, administrateur de Cisco Systems; Richard Olver, directeur de la compagnie pétrolière BP Amoco; John Craven, administrateur-délégué de la compagnie financière Merrill Lynch International, ancien directeur de la Deutsche Bank et vice-président de SG Warburg; ou encore Ian Strachan, ancien directeur d'Exxon Mobil et président d'Esso Hong-Kong et Chine.

Il existe également une structure interne au groupe dont l'objectif est d'assurer, à long terme, l'indépendance, l'intégrité et la liberté de l'agence à l'égard des pressions gouvernementales ou encore financières. Créée pour faire barrage à une éventuelle prise de contrôle «hostile» de l'agence, la société privée Reuters Founders Share est aujourd'hui présidée par le Suédois Pehr Gyllenhammar. Fondateur de la Table ronde des Industriels européens, ami personnel d'Étienne Davignon et d'Henry Kissinger, cet ancien patron de Volvo est aujourd'hui à la tête de CGNU, administrateur de Lagardère et de la banque d'affaires Lazard. Par ailleurs, Gyllenhammar est membre du conseil international de la Chase Manhattan Bank, de Renault-Nissan et de Toshiba. Siègle également au conseil de Reuters Founders Share, le Norvégien Uffe Ellemann-Jensen. Président du Parti libéral européen et ancien vice-président de l'Internationale libérale, il est actuellement administrateur de plusieurs filiales du holding A.P. Möller Group (pétrole, gaz, aéronautique, armement). On citera également le nom de Jacques de Larosière de Champfeu. Ancien directeur général du FMI et ancien président de la BERD (Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement), actuel administrateur de France Telecom, Alstom et Power Corporation of Canada, il est aussi, depuis peu,

le conseiller du président de la banque BNP Paribas. Quant à Toyoo Gyohten, également administrateur de Reuters Founders Share, il n'est autre que l'ancien vice-ministre des Finances du Japon et l'actuel président de l'Institut pour les Affaires monétaires internationales. Conseiller de la Bank of Tokyo-Mitsubishi, Gyohten est également membre du comité exécutif de la Commission trilatérale et du comité international du Council on Foreign Relations (CFR), deux institutions majeures du «nouvel ordre mondial».

Reuters, le porte-parole du complexe militaro-industriel

Le CFR est, en effet, aujourd'hui considéré comme le véritable secrétariat d'État américain aux classes dominantes. Son président honoraire n'est autre que David Rockefeller, le président du conseil international de la Chase Manhattan Bank; quant à son actuel président, Peter G. Peterson, il est administrateur de Sony et ancien secrétaire d'État au Commerce sous Nixon. On retrouve également parmi les dirigeants du CFR des personnalités

politiques. Elle compte en son sein non seulement des représentants des principales organisations économiques internationales (FMI, Banque Mondiale) et des plus puissants oligopoles financiers (HSBC, Golman Sachs, JP Morgan Chase, Merrill Lynch, etc.), mais également quelques-unes des figures les plus marquantes de l'impérialisme contemporain (Rockefeller, Gyllenhammar, Gyohten), «organisé» sur le modèle de la triade États-Unis-Europe-Japon². Enfin, les principaux secteurs du nouveau complexe militaro-industriel sont, eux aussi, représentés au sein des instances dirigeantes de l'agence internationale de presse, qu'il s'agisse de l'aéronautique et de l'armement (United Technologies, Lagardère, British Aerospace), de l'électronique de défense et des télécoms (Cisco System, France Telecom), de l'industrie chimique (GlaxoSmithKline) ou encore de l'industrie énergétique (Exxon Mobil, BP Amoco, Alstom, Air Liquide, AP Möller Group).

Infiltrées au cœur des agences de presse, les multinationales ont tissé leur toile, par-delà l'entrelacement des directoires et des alliances.

Les multinationales ont infiltré le cœur même des agences censées diffuser les informations partout dans le monde.

telles que Carla A. Hills (ancienne secrétaire au Commerce des États-Unis, administratrice d'AOL Time Warner et de Chevron), Martin Feldstein (ancien conseiller économique du président Reagan), John Deutch (ancien directeur de la CIA, administrateur de Raytheon, Schlumberger Petroleum et Citigroup) ou encore George Soros. Par ailleurs, le conseil international du CFR compte dans ses rangs Giovanni Agnelli (président honoraire de Fiat), Percy Barnevik (patron du Forum économique mondial de Davos et administrateur de General Motors), Peter Sutherland (président de Goldman Sachs International et de BP Amoco, ancien directeur général de l'OMC et ancien commissaire européen), Michel Rocard (ancien premier ministre français), Moshe Arens (ancien ministre de la Défense et ambassadeur d'Israël) ou encore Moeen Qureshi (ancien dirigeant de la Banque mondiale, ancien premier ministre du Pakistan et actuel membre du conseil de surveillance de General Electric).

En réalité, comme on le voit, l'agence Reuters est directement placée sous la tutelle du capital et de ses relais

Ces liaisons entre Reuters et certains des acteurs les plus en vue de la militarisation croissante de l'économie, en tête desquels les industriels de la défense et du pétrole, permettent d'expliquer, dans une large mesure, la couverture médiatique des derniers grands conflits militaires laquelle, on le sait, repose sur le flot d'informations déversées par les grandes agences internationales. En mettant au jour l'infrastructure masquée des agences de presse, nous avons tenté d'éclairer l'opinion publique sur les pressions qui peuvent s'exercer sur les rédactions et mettre à mal, consciemment et avec certaines complications, la liberté d'informer dans le monde. Infiltrées au cœur des agences de presse, les multinationales ont tissé leur toile, par-delà l'entrelacement des directoires et des alliances.

Haut-parleur de la haute finance, «lubrifiant du capital», selon l'expression désormais célèbre de Marx, l'information est plus que jamais sous contrôle du pouvoir économique.

Geoffrey Geuens

² Nous utilisons le terme de «triade» sans que cela ne suppose, à l'instar des thèses professées par Toni Negri, l'existence d'un seul et même empire. Cette dernière représentation, partagée par une fraction des «anti-mondialistes», est une mystification répondant au fantasme néolibéral du grand marché mondial. En réalité, l'analyse détaillée des relations entre les multinationales et leurs États respectifs ainsi que l'évidente exacerbation des tensions entre grandes puissances mettent en évidence la nature des relations de concurrence profonde et de complicité tacite entre les trois principaux blocs.

Geoffrey Geuens est assistant à l'Université de Liège, auteur de deux ouvrages à paraître en septembre 2002: *Le capital, son état, ses médias - Au cœur de la mondialisation* (Anvers, EPO) et *Le complexe médiatico-industriel - Le journalisme belge sous contrôle*, Bruxelles, Éditions Labor/Espace de libertés - Liberté, j'écris ton nom.

Information et éducation ou le piège de l'inconscient

Qui n'a conscience qu'une démocratie ne peut vivre sans que ses citoyens soient formés pour émettre des choix réfléchis?

Quel libre penseur ne comprend-il pas que la contrainte mentale, l'emprise des forces dogmatiques, le vent mauvais de l'intolérance, ne peuvent être vaincus que par l'éducation objective du citoyen?

Éducation et information, tels sont les deux maîtres-mots étroitement liés qui conditionnent la saine gestion, et la survie, d'un État laïque.

Et il est essentiel que l'éducation nourrisse la faculté d'analyse du journaliste, qui n'est rien d'autre, somme toute, qu'un citoyen comme les autres informant les autres. C'est lui qui dote le lecteur, l'auditeur d'une capacité de réflexion.

Une lourde charge, essentielle.

L'enseignement en crise

Or, l'éducation est bien malmenée ces temps-ci, qui ne le sait?

On lui mit, il y a peu –économies drastiques obligent afin d'éroder une dette publique abyssale– la tête près du billot. La hache la manqua de peu. Et à l'heure actuelle, la suppléée est toujours aux soins intensifs.

Cette situation génère un taux d'échec insupportable dans les premières candidatures d'universités, elles-mêmes appauvries dramatiquement dans tous les domaines.

Qu'elle est judicieuse la phrase d'Abraham Lincoln: «Vous pensez que l'éducation coûte trop cher, essayez l'ignorance»!

Tout cela devait être souligné pour bien marquer combien l'information devient essentielle. Le citoyen, de moins en moins armé dans les domaines historique, géographique, littéraire, philosophique, a perdu ses repères humanistes.

Il ne décède plus les événements, il est charrié par le flux et le reflux des nouvelles contradictoires.

Il devient être de pulsion plutôt qu'être de raison.

Il devient graine d'absolutisme, de droite ou de gauche. La «nuance d'objectivité» se meurt.

La presse se doit d'assumer une mission enseignante

La presse se doit de combler ce vide, mais sans profiter de cette carence pour participer à des manipulations devenues très aisées.

Pouvoir vital pour la sauvegarde de la démocratie, il est aussi pouvoir fragile et dangereux. Montesquieu n'avait guère, à l'époque, mesuré son importance future.

Ce qui explique que son *Esprit des lois* ne prévoit aucun contrôle de l'information par un autre pouvoir. Le journaliste est seul devant le miroir de sa conscience.

S'il est dit «d'opinion», s'il est lié à la politique divisée en «partis partisans», il «sert» alors une vision partielle de la vérité, laquelle est en réalité plurielle. L'acheteur régulier d'un quotidien orienté peut être lentement intoxiqué par petites doses successives de menues entorses à l'objectivité, ou, pire, par la négation systématique des valeurs des autres camps.

Au journaliste de défendre sa thèse en veillant à l'exposer sans mépris ni excès vis-à-vis de celle de «l'adversaire».

La sortie du film *Amen* permet de prendre la mesure de la difficulté de répondre à ces critères, tant le terrain est passionnel, tant il est miné par trop de confrontations douloureuses entre cléricisme et laïcité.

La presse ne peut, sciemment, répandre le mensonge ou la rumeur sans se déshonorer. Car ce jeu-là est funeste. Il est fossoyeur de la démocratie.

Je me souviens de ma surprise, lors de ma première expérience de journaliste dans l'audiovisuel, devant les dépêches de sept sources différentes et les quotidiens de toutes les tendances. J'ai cru, à les parcourir, qu'il ne s'agissait pas du même fait politique, des mêmes guerres d'Algérie, du Vietnam, du Proche-Orient.

C'est assez dire combien le journalisme est une profession essentielle mais aussi fort complexe.

La transmission au public des informations livrées «en vrac», de toutes parts, par des agences et des correspondants empreints de leur vision des choses, vivant leur propre émotion, contraints parfois de répandre des données orientées..., cette transmission exige une maîtrise culturelle considérable.

Or, qui ne saisit que le journaliste ne peut tout savoir?

Il n'est pas armé pour couvrir, avec une compétence et une sûreté individuelles, à la fois des informations du terrain politique, ethnique, scientifique, artistique, économique, religieux, sportif sous tous leurs aspects.

Et le malheur veut que très peu de rédactions au monde peuvent se permettre de disposer d'une multitude de journalistes spécialisés dans chaque domaine.

Alors? Une seule solution.

L'appel à des experts extérieurs sollicités lorsqu'un événement surgit ou se développe considérablement. Des experts qui peuvent éclairer une rédaction dans l'ombre, en amont de l'écrit ou de l'antenne. Mais qui peuvent aussi monter au créneau, sur le front même de l'information.

Il n'y a aucun démerite, aucune honte dans le chef d'un journaliste qui entend recourir à un tel apport. Bien au contraire, le membre d'une rédaction fait bien son métier, remplit parfaitement sa mission s'il prend conscience que cette collaboration extérieure est utile, voire nécessaire. Il ne devient nullement, pour autant, un simple intercesseur sans valeur propre. Il a choisi judicieusement l'intervenant, il l'interroge avec intelligence, il prend éventuellement une distance objective à l'égard des propos émis.

Bref, il est le meneur du jeu, l'éveilleur et le filtre de l'information.

Le journaliste n'est plus alors dans une phase d'investigation, il n'est plus maître d'une recherche personnelle. Il est, tel un chef d'orchestre, amené à faire jouer ensemble et harmonieusement un faisceau de renseignements. Il est clair qu'un chef d'orchestre ne peut être à la fois violoniste, corniste et pianiste. Sa charge fondamentale est d'obtenir un son unique «juste», équilibré en ses tendances et scrupuleusement inséré dans l'ensemble polyphonique.

Le journaliste devient ainsi, lui aussi, un spécialiste. Il est maître ici du traitement global d'une information, cette position essentielle privilégiée et périlleuse.

Elle requiert une faculté de sang-froid et de prise objective de distance peu commune, souvent mise en œuvre «en direct» dans la presse audiovisuelle.

Une épreuve de lucidité qui n'est pas à la portée de tout le monde.

La menace de l'inconscient

Mais en dehors des dangers évidents liés à la pratique délicate –et exaltante– des métiers d'informer, il y a une menace infiniment plus sourde, liée, elle, à l'influence de l'inconscient.

Certes, il est évident que cette profession requiert une excellente formation culturelle dans le domaine traité, une formation qui devrait permettre de résister au vent du moment, mais une regrettable dérive est toujours possible.

En effet, il est étrange de constater combien la presse peut être influencée par le vent dominant d'une époque.

Consciemment d'abord: aucun journal américain n'a osé aller à contre-courant de l'indignation générale de la nation pour poser la question du pourquoi de l'attentat du 11 septembre 2001. Il est évident qu'un journal ou une chaîne doit «se vendre» pour survivre.

Inconsciemment aussi: un journaliste est un être humain qui vit dans un milieu donné. Il s'inscrit dans le flot de la marée locale.

Et parfois les flots sont plutôt glauques.

Jusqu'en 1941 ou 42, combien d'hommes intelligents n'ont-ils pas trempé dans la «collaboration»?

Jusqu'en 1956, combien d'intellectuels de gauche n'ont-ils pas fraternisé avec le stalinisme?

Dans les années septante, après l'attentat contre les athlètes juifs des Jeux Olympiques de Munich, les détournements d'avions par Arafat et les agissements de Khadafi, combien de démocrates n'ont-ils pas soutenu le sionisme?

Combien de socialistes français n'ont-ils pas choisi de poursuivre la guerre d'Algérie avant que Guy Mollet ne cède la place à De Gaulle?

Combien d'Européens n'admirèrent-ils pas le combat «libérateur» des Khmers rouges et des Coréens du Nord, par simple exécration de l'hégémonisme américain?

Et une certaine presse fut de la vague, avant que celle-ci ne meure sur le rivage des illusions ou des erreurs.

Peut-on lui en faire le reproche? Certes non, et surtout si l'on n'a pas mené soi-même, à l'époque, la lutte à contre-courant.

Ce qui nécessitait une lucidité et un courage hors du commun, car une telle prise de position inorthodoxe coûte cher en termes de reconnaissance sociale et de réussite de carrière.

Voilà pourquoi le métier de journaliste –dont j'ai gardé un souvenir ému tant il me passionna– est l'un des plus difficiles qui soit. Et l'un des plus honorables, tant il contribue à servir une saine citoyenneté.

Il est, indéniablement, une digue essentielle contre l'inondation noire, brune ou rouge. Contre le retour des bûchers.

Contre l'abominable de la bêtise.

**La presse ne peut,
sciemment,
répandre le mensonge
ou la rumeur
sans se déshonorer.**

Le lecteur trouvera, sur le sujet de ce dossier, deux Documents pour compléter son information :

Liberté d'expression
(Document 5, novembre 2000)

Presse et manipulation
(Document 6, juillet 2001)

Ils peuvent être commandés au prix de 2,48 € par téléphone (02/627 68 68) ou par fax (02/627 68 61).

Jacques Rifflet

Argentine

Analyse
d'une crise annoncée

Après une longue dictature qui a laissé exsangue le pays, le retour à la démocratie n'a fait qu'élargir le modèle néoconservateur. Jusqu'à la faillite.

La crise argentine couvait depuis plus de trois ans. Elle a éclaté au grand jour en décembre 2001 suite à la décision du Fonds monétaire international (FMI) de ne plus consentir de prêt à un pays qui, des années durant, avait été élevé au rang d'exemple – tant par les décideurs politiques locaux eux-mêmes que par les institutions économiques internationales, les investisseurs étrangers, les gouvernements américains et européens – pour le zèle qu'il affichait dans la mise sur pied de politiques monétaire-libérales.

Ces politiques économiques ont débuté sous la dictature militaire des années septante qui va se distinguer par sa totale adhésion aux théories monétaristes de Milton Friedman. Il s'agira d'appliquer des politiques macroéconomiques stabilisatrices, de privatiser, déréglementer et libéraliser des pans entiers de l'économie ainsi que de réduire fortement le rôle de l'État dans l'économie. Malgré le bilan écono-

mique désastreux de la dictature qui laissera une ardoise de 44 milliards de dollars¹, l'arrivée de la démocratie n'apporte pas de changements substantiels quant au modèle de développement. En effet, si on met entre parenthèses la courte tentative hétérodoxe de début de mandat de l'administration Alfonsín, on constate que les différents gouvernements civils qui se sont succédé en Argentine depuis les années quatre-vingt ont cherché, avec l'appui des institutions économiques internationales et les États-Unis, à insérer le pays dans le marché global en élargissant davantage le modèle néoconservateur.

En s'engageant avec plus d'enthousiasme dans cette voie, plus connue sous l'appellation de «consensus de Washington», les décideurs politiques argentins chercheront à sortir le pays de la «crise de la dette», de l'hyperinflation et de l'isolement international dans lesquels la dictature l'avait entraîné. Carlos Menem (1989-1999) sera le plus fervent des partisans des politiques du consensus de Washington. Dès son arrivée au pouvoir, il promulgue la loi sur la réforme de l'État et la loi sur l'urgence économique, il procédera à des réformes de structure considérables qui visent le repli de l'État sur ses seules fonctions régaliennes et sur la garantie du bon fonctionnement des marchés². En outre, son ministre de l'économie, Domingo Cavallo, –qui avait déjà occupé sous la dictature militaire la fonction de président de la Banque centrale– imagine, avec l'appui du FMI, la loi de convertibilité qui établit un système de parité rigide entre la monnaie locale (le peso) et le dollar américain. Ce *currency board* ou directoire financier aura pour objectif principal la résorption de l'hyper-

inflation afin de donner une crédibilité internationale à l'économie argentine. La transformation de l'Argentine en une place attrayante pour les capitaux étrangers se fera à travers une course effrénée aux privatisations, à l'assainissement budgétaire, à la libéralisation de la circulation des biens, services et capitaux et à une profonde réforme de l'État. Ce directoire financier aura pour conséquence non seulement l'accélération de la désindustrialisation –commencée sous la dictature– et de la dépendance de l'économie argentine par rapport aux investissements étrangers, mais également la dollarisation du pays, affaiblissant encore les marges de manoeuvre de l'État.

Une grande vulnérabilité

Dans un premier temps, cette thérapie de choc a pu relancer l'économie et contrecarrer l'hyperinflation, malgré le coût social qu'elle comportait. Cependant, un État de ce type qui réduit de façon considérable son champ d'intervention dans l'économie, qui s'ouvre fortement à la concurrence extérieure, qui fait reposer son développement économique sur des capitaux étrangers à caractère souvent spéculatif et qui s'interdit de dévaluer sa monnaie en cas de nécessité, devient extrêmement vulnérable aux instabilités extérieures, d'autant plus dans un monde où la finance globalisée est devenue incontrôlable³. L'Argentine en fera la première expérience avec la crise mexicaine (1994-1995) suivie par les crises asiatique (1997-1998) et brésilienne (1999). La crise asiatique aura pour conséquence d'entretenir une concurrence acharnée à la baisse dans l'exportation des matières premières affectant, notamment, les économies agricoles à monnaie forte, à l'instar de l'Argentine. En outre, premier partenaire commercial de l'Argentine, le Brésil, sera également affecté par cette crise. Face à la perte de compétitivité de son économie, le gouvernement brésilien décide alors, en janvier 1999, de dévaluer sa monnaie. Cette mesure visait à relancer les exportations et à juguler le déficit des comptes courants brésiliens. Cette dépréciation rendra les produits brésiliens extrêmement compétitifs et permettra au Brésil d'augmenter très fortement ses exportations en direction de l'Argentine, déséquilibrant ainsi la dynamique de l'échange au sein du Marché commun du sud (Mercosur). La perte de compétitivité de l'économie argentine sera également aggravée par

l'envolée que connaît le dollar ces quatre dernières années.

Malgré l'asphyxie qui menace –depuis le début de l'année 1999– l'économie argentine, le gouvernement Menem et ensuite l'administration de centre-gauche de De la Rúa⁴ choisissent la fuite en avant⁵. En effet, ces derniers refusent de dévaluer et optent pour des politiques anti-inflationnistes d'ajustement malgré le fait qu'il n'y a pas d'inflation dans le pays mais de la déflation⁶. Ainsi pour enrayer la méfiance des spéculateurs financiers et contrecarrer l'hémorragie des capitaux, ils procèdent à une augmentation des taux d'intérêt atteignant les 50%, et à de nouveaux emprunts auprès du FMI. Ces prêts successifs du Fonds ne seront accordés que dans le seul but de satisfaire à court terme les spéculateurs financiers et à condition d'opérer de nouvelles coupes substantielles dans le budget, alimentant ainsi le malaise social.

Ce mécanisme va contribuer à accroître la dette extérieure et la perte de compétitivité de l'économie argentine. Ne pouvant faire face à la concurrence extérieure, un grand nombre d'entreprises délocaliseront leur production ou feront faillite, provoquant une augmentation du taux de chômage et un coût social important. Cela aura pour conséquence une capitalisation des béné-

Une alliance de fait s'est même constituée entre les couches marginalisées et les classes moyennes, elles-mêmes en voie de paupérisation.

des grandes fortunes. En permettant l'évasion fiscale, la sortie des capitaux et la diffusion de la corruption du politique à grande échelle, les classes dirigeantes vont encore aggraver la situation⁷.

Dans l'incapacité d'honorer ses dettes, le gouvernement De la Rúa décide de se tourner une nouvelle fois vers son bailleur de fonds traditionnel, en vain. Outre le refus du FMI d'octroyer un nouveau prêt à l'Argentine (5 décembre 2001), cette institution n'hésitera pas à critiquer ouvertement le système de convertibilité argentin qu'elle avait contribué à instaurer et préconisé aux pays dits

en voie de développement, déclenchant ainsi une fulgurante fuite de capitaux. Pour contrecarrer cette hémorragie de capitaux, les autorités argentines adoptent la politique du *corralito* afin de limiter les retraits d'argent déposé auprès des banques. Cette mesure impopulaire aura pour conséquence d'accroître la grogne sociale et le gouvernement proclamera l'état de siège. Cependant, les décideurs politiques perdent le contrôle de la situation. Ainsi, face à la banqueroute qui a conduit à une très forte augmentation du chômage, à la paupérisation de la société, à l'endettement insoutenable⁸ ainsi qu'à la perte de tout espoir d'un meilleur avenir⁹, les manifestations de colère se multiplient contre les classes dirigeantes, les institutions locales compromises et le modèle de développement néoconservateur.

Un «coup de civilité»

L'instabilité sociale, politique et économique n'a pas débouché sur un coup d'État militaire mais sur ce que d'aucuns appellent un «coup de civilité». Malgré les violences policières qui ont coûté la vie à plus de trente personnes, la pression de la rue n'a pas cessé. Une alliance de fait s'est même constituée entre les couches marginalisées et les classes moyennes, elles-mêmes en

voie de paupérisation. C'est par le biais du *cacerolazo* –manifestations organisées dans le vacarme de coups portés sur des casseroles– que la population a fait tomber, en l'espace de dix jours quatre présidents¹⁰. Les acteurs de ces manifestations cherchent à s'organiser en dehors des partis politiques traditionnels et sont décidés à peser sur les décisions économiques et politiques. Ainsi, le gouvernement actuel d'Eduardo Duhalde (du parti justicialiste) entré en fonction au 1^{er} janvier 2002 cherche, sous la pression de la rue, à prendre des décisions en faveur de l'abolition du clientélisme, du népo-

tisme et de la corruption ainsi qu'à donner une bouffée d'oxygène à l'économie argentine en mettant un terme au plan de convertibilité, en «dédollarisant» l'économie ou encore en protégeant certains secteurs de la concurrence extérieure.

Cependant, en prétendant tourner le dos à l'orthodoxie monétaire-libérale, le gouvernement s'est attiré les critiques et les avertissements de la Commission européenne, des États-Unis et du FMI qui ont conditionné l'octroi d'un nouveau prêt –dont le pays a absolument besoin– à l'élaboration d'un programme «cohérent et soutenable», c'est-à-dire en harmonie avec l'austérité économique traditionnelle. Le gouvernement est donc la cible de pressions internes et externes qui répondent à des intérêts différents, ce qui est loin de garantir son avenir.

Malgré l'absence de perspectives immédiates, la population continue à s'organiser en assemblée de rue ou de quartier pour, non seulement, organiser des manifestations mais aussi chercher ensemble des réponses concrètes aux problèmes du pays¹¹. La démocratie ne peut qu'en bénéficier. À quelque chose malheur est bon: la débâcle argentine a fait naître un sentiment nouveau de solidarité, d'identité collective ainsi que la nécessité d'une nouvelle culture politique. Ces assemblées populaires semblent porter en elles le germe d'un pays neuf et meilleur. Et c'est sans doute de cette société civile qu'émergeront les futures élites politiques dont l'Argentine a tant besoin. ■

Sebastian Santander

Les manifestations de colère sont aussi le signe d'une nouvelle identité collective.

⁷ Husson, M., «Cette mortelle fascination pour le dollar», *Le Monde Diplomatique*, France, février 2002, p. 13.

⁸ La dette argentine s'élève à plus de 140 milliards de dollars.

⁹ Le manque de perspectives a engendré un processus d'émigration et de fuite de cerveaux considérable.

¹⁰ Cf. Dossier «Cacerolazos al sistema», *el Dipló*, Buenos Aires, janvier 2002, pp. 1-8.

¹¹ Carlin, J., «Une nouvelle démocratie naîtra-t-elle dans la rue?», *Courrier International*, 7 au 13 mars 2002, p. 19.

Sebastian Santander est chercheur à l'Institut d'Études européennes de l'ULB.

¹ Avant le coup d'État militaire de mars 1976, la dette argentine ne dépassait pas les 8 milliards de dollars. Selon le droit international, ces dettes acquises par un régime dictatorial constituent une «dette odieuse».

² Bon, P., «L'État en Amérique latine», *Pouvoirs: L'Amérique latine*, Seuil, n°98, 2001, p. 34.

³ Helleiner, E., *State and the Reemergence of Global Finance*, Ithaca, Cornell University Press, 1994.

⁴ De la Rúa arrive au pouvoir en décembre 1999.

⁵ De la Rúa n'a pas perçu l'espoir de changement qui a provoqué son triomphe électoral en 1999, pas plus qu'il n'a saisi les résultats des élections législatives du 14 octobre 2001, un «vote de colère» pour le grand nombre d'abstentions et de votes nuls.

⁶ Calcagno, A., Calcagno, E., «Entre la economía y la nada», *el Dipló*, Buenos Aires, novembre 2001, pp. 4-5.

Le «cacerolazo» a déjà fait tomber quatre présidents.

Rencontre avec Camille Mansour

La Palestine entre société civile et droit au retour

Né à Haïfa en 1945, Camille Mansour a été le conseiller de la délégation palestinienne aux négociations de paix de Madrid en 1991. Fondateur de l'Institut de droit de l'Université de Bir Zeit, il a vécu en Cisjordanie de 1994 à août 2000. Il est actuellement professeur de Relations internationales dans les universités de Versailles et de Paris-1 (Sorbonne) et a publié plusieurs ouvrages dont *Les Palestiniens de l'intérieur*¹ et *Israël et les États-Unis, ou les fondements d'une doctrine stratégique*².

L'offensive de l'armée israélienne vient-elle de sonner le glas de l'Autorité palestinienne et des accords d'Oslo? Qui va remplacer cette Autorité palestinienne si tant est que les Palestiniens puissent encore bénéficier d'une autonomie substantielle à l'avenir? Cela ne permettrait-il pas paradoxalement le retour d'une société civile bien représentée dans le processus de Madrid mais éclipsée par les accords d'Oslo?

La question du droit au retour touche aussi au plus profond de l'identité palestinienne.

Camille Mansour: Il faut tout d'abord préciser que la société civile palestinienne a déjà joué un rôle décisif avant Oslo et a continué à être très active ensuite. De nombreux éléments issus de cette société civile ont d'ailleurs été intégrés à l'Autorité palestinienne. Les organisations militant en faveur de la démocratie et des droits de l'homme ont continué à œuvrer de 1994 à aujourd'hui. On ne peut donc pas dire que la société civile n'a pas été active durant toute cette période. Certes, avec le processus d'Oslo, son environnement politique, juridique et institutionnel en Cisjordanie et à Gaza a beaucoup changé. La société civile palestinienne, qui avait face à elle l'armée israélienne, se trouve à partir de 1994-1995, non seulement toujours confrontée à celle-ci, mais désormais aussi en présence des institutions palestiniennes à l'édification desquelles elle a beaucoup participé.

Il ne faut donc pas toujours opposer la société civile à l'Autorité palestinienne...

Malgré les nombreux bras de fer entre l'Autorité palestinienne et les organisations de la société civile, ces dernières ont réussi à faire adopter une partie de leurs idées par cette Autorité que ce soit au niveau de l'éducation, de la santé, des affaires sociales ou de la construction juridique (code du travail, organisation judiciaire, loi sur les associations...). La société civile palestinienne a activement participé aux débats qui précédaient l'adoption des lois par le Conseil législatif palestinien au cours de ces dernières années.

Le dynamisme de la société civile palestinienne

La société civile palestinienne n'a cependant pas réussi à peser sur la corruption qui régnait au sein de l'Autorité palestinienne?

Elle a été aussi très active sur ce plan là. Comme dans toute société démocratique, elle a participé à la critique de la corruption, sans trop y réussir d'ailleurs. Cependant, il ne faut pas exagérer l'ampleur de cette corruption. Certes, elle existe bel et bien, toutefois on utilise le thème de la corruption au sein de l'Autorité palestinienne comme un leitmotiv pour justifier autre chose. Replaçons le niveau de corruption au sein de l'Autorité dans un contexte régional et on s'apercevra alors que cette corruption n'est pas si importante. Cette question est d'ailleurs devenue un argument de propagande dès le début de l'Intifada en septembre 2000. Il faut aussi préciser que cette corruption a été encouragée par les Israéliens. De 1994 à 2000, l'économie palestinienne ne pouvait fonctionner qu'avec des intermédiaires israéliens. Tout ce qui touchait à l'importation était contrôlé par les Israéliens. Des «réseaux palestino-israéliens» se sont dès lors effectivement constitués. C'est le système d'occupation non pas à l'intérieur des centres urbains, mais autour de

la Cisjordanie et de Gaza –avec tous les passages vers la Jordanie et l'Égypte et entre la Cisjordanie et Gaza contrôlés par les Israéliens– qui a créé cette situation.

Dans le contexte actuel d'offensive militaire israélienne va-t-on vers la fin de l'Autorité palestinienne?

Il est sans doute prématuré de le dire. L'Autorité palestinienne fonctionne toujours dans la Bande de Gaza. S'il existe un cadre politique adéquat, s'il y a retrait israélien de la zone A et qu'une force d'interposition empêche l'armée israélienne d'entrer à nouveau dans cette zone, les institutions sécuritaires de l'Autorité palestinienne pourront rapidement être reconstruites. À condition toutefois que cela s'inscrive dans un véritable cadre politique. En effet, si ces forces de sécurité ne devaient servir qu'à réprimer les Palestiniens, cela ne pourrait pas fonctionner. Ces institutions peuvent donc recommencer à fonctionner en quelques semaines car il existe toujours le «réservoir» de Gaza. Il suffira alors de transférer des forces de Gaza vers la Cisjordanie, système qui fonctionnait déjà avant l'année 2000. En effet, des forces de sécurité palestiniennes de Gaza étaient régulièrement envoyées par exemple à Naplouse ou à Ramallah, et vice-versa. Dans ces conditions, on constate que l'Autorité palestinienne n'est pas encore démantelée.

Les institutions civiles palestiniennes, cibles de l'armée israélienne

Ce qui choque, ce n'est pas tellement le démantèlement par Israël des forces de sécurité en Cisjordanie, et surtout à Ramallah, mais c'est plutôt le démantèlement de toutes les institutions civiles palestiniennes. L'armée israélienne a complètement détruit l'Institut palestinien de statistiques ainsi que les archives du ministère de l'Éducation. Les soldats israéliens sont entrés dans tous les centres culturels ou encore dans les hôpitaux. Ils sont en train d'organi-

ser une destruction systématique des ministères qui ont une simple dimension civile. Il y a donc de la part des autorités israéliennes un désir de destruction et de démantèlement de l'Autorité palestinienne dans le but d'encourager les Palestiniens à partir. Il ne sera plus possible par exemple pour un étudiant de retrouver les archives concernant l'obtention de son bac. Cet aspect finalement peu connu et peu médiatisé de l'offensive militaire israélienne actuelle me paraît dramatiquement important.

Si les Israéliens poursuivent cette opération, on ira vers un démantèlement de l'Autorité palestinienne, mais aujourd'hui on n'en est pas encore là.

Dans la mesure où Palestiniens et Israéliens devront un jour reprendre les discussions et les négociations, le cadre d'Oslo et le style d'Oslo seront-ils toujours maintenus?

On ne peut pas dire qu'Oslo n'existe plus. Il y a tout de même les acquis d'Oslo qu'il faut à tout prix sauvegarder –l'Autorité palestinienne, les zones A sous juridiction palestinienne par exemple– et que les Israéliens sont en train de remettre en question. Dénoncer Oslo maintenant, c'est faire le jeu du gouvernement israélien. Ce qu'il faut dénoncer, c'est la mauvaise application des accords d'Oslo par les Israéliens et surtout l'expansion des colonies de peuplement ainsi que la fragmentation –qui n'est d'ailleurs pas dans les accords d'Oslo, mais qui est venue après– des zones palestiniennes en une série de petits bantoustans. Tout cela ne veut pas dire qu'il faut reprendre la négociation suivant les procédures et les règles de jeu d'Oslo. Aujourd'hui, les solutions transitoires ne sont plus acceptables.

Quelle solution politique à la question du droit au retour des réfugiés palestiniens? Comment trouver un compromis qui tienne compte à la fois de la crainte d'Israël de se voir submergé par un flot de réfugiés palestiniens et les droits historiques reconnus internationalement à ces derniers?

Les Palestiniens ne peuvent pas renoncer à un droit reconnu par le droit international. Dans ce contexte, il convient de rappeler que la position israélienne au sommet de Camp David en juillet 2000 était qu'il fallait arriver à une déclaration où les Palestiniens annoncent non seulement la fin du conflit,

mais aussi la fin de leurs revendications. Les Palestiniens auraient donc dû renoncer à leurs droits en échange d'une déclaration de principes, c'est-à-dire un papier qui n'aurait pas été nécessairement appliqué par la suite. Et cela, malgré de réelles avancées notamment sur la question des réfugiés à Camp David et à Taba³ où l'on voit que les Israéliens ont fait quelques pas, certes encore insuffisants, mais des pas tout de même vers la reconnaissance du droit au retour des réfugiés palestiniens.

Le droit au retour: des solutions possibles

Néanmoins, il ne s'agit pas seulement du droit international. La question du droit au retour touche aussi au plus profond de l'identité palestinienne. Il faut en effet savoir que l'identité palestinienne s'est structurée autour de l'idée de ce droit. Le militantisme palestinien des années soixante, qui a donné naissance à l'OLP, s'est forgé autour de ce concept. Si l'on dit aujourd'hui aux Palestiniens qu'ils n'ont pas le plus droit au retour, que deviendront-ils? Des apatrides? Le droit au retour est le fondement de l'identité palestinienne. Le leur refuser reviendrait à briser cette identité. C'est pour cette raison que les Palestiniens conditionnent la fin du conflit à la reconnaissance par Israël du préjudice et du tort faits aux Palestiniens. Ce tort est d'ailleurs reconnu par la communauté internationale par le biais de la résolution 194 des Nations unies. Pour les Palestiniens, dès lors que ce droit a été reconnu, la discussion sur les modalités devient possible. On peut alors négocier des chiffres, des priorités, un calendrier. On pourrait par exemple choisir comme priorité de traiter la question des réfugiés palestiniens du Liban qui sont dans une situation extrêmement pénible du point de vue administratif, politique et socio-économique. La propagande israélienne qui dit que les Palestiniens veulent noyer Israël sous des

millions de réfugiés n'est pas crédible. Ces millions de réfugiés ne voudront pas tous revenir, loin de là, mais tous voudront que ce droit leur soit reconnu. Si tel est le cas, il appartiendra aux deux parties de voir comment compenser financièrement ceux qui ne veulent pas rentrer, comment encourager ceux qui veulent rentrer dans l'État palestinien créé en Cisjordanie et à Gaza et de définir un nombre, étalé sur un

© AFP

Jenine, 20 avril 2002.

laps de temps raisonnable, de réfugiés palestiniens désirant venir s'intégrer en Israël.

Dès lors que, loin de toute propagande manipulatrice, ce fondement de l'identité palestinienne sera reconnu, les Palestiniens aborderont cette question des réfugiés de façon très ouverte et pragmatique avec les Israéliens. Je pense même que l'on pourra alors arriver facilement à un accord.

Propos recueillis par Pierre Vanrie

¹ Lire à ce propos le document présenté en janvier 2001 par la délégation israélienne à Taba, publié dans *Le Monde Diplomatique* - www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/israelrefugies-fr

¹ *Les Palestiniens de l'intérieur*, Paris, Les livres de la Revue d'études palestiniennes, 1989.

² *Israël et les États-Unis, ou les fondements d'une doctrine stratégique*, Paris, Armand Colin, 1995.

Mafia

L'assassinat du juge Falcone: dix ans déjà

Une décennie après la mort violente du magistrat, la lutte contre la Mafia semble marquer le pas.

Le 23 mai 1992, le juge Giovanni Falcone, son épouse et plusieurs membres de son escorte sont victimes d'un attentat à l'explosif commis par des mafiosi. À la colère nationale que suscite cet acte de barbarie, s'ajoute une indignation internationale d'une ampleur sans précédent. Dans les semaines et les mois qui suivent, plusieurs parrains de Cosa nostra finissent dans les filets de la Justice. Le bunker mafieux craque de toutes parts parce que, de manière générale, le contexte italien et sicilien a changé. Il a évolué défavorablement pour la pieuve depuis le milieu des années quatre-vingt. Période où, tant à Palerme qu'à Rome, les rangs des opposants à la Mafia ont commencé à grossir comme une rivière en crue.

Le 15 janvier 1993, la police capture Salvatore Riina, le parrain des parrains de la Mafia. A son nom sont attachées les pages les plus sanglantes de l'histoire de la Pieuve: assassinat du secrétaire provincial de la Démocratie chrétienne palermitaine Michele Reina, du juge Cesare Terranova, du président de la région sicilienne Piersanti Mattarella, du député et secrétaire régional du Parti communiste en Sicile Pio La Torre, de Carlo Alberto Dalla Chiesa, ancien responsable de la lutte antiterroriste et préfet de Palerme, du juge Rosario Livatino. Sans oublier les attentats qui ont coûté la vie aux deux hommes qui symbolisent la lutte contre la Mafia: Paolo Borsellino et Giovanni Falcone. L'arrestation du *capo di tutti capi* achève en point d'orgue une

contre-offensive judiciaire et politique sans précédent contre l'*Onorata società*. Dans les semaines et les mois qui suivent, plusieurs autres boss finissent à l'ombre. Cosa Nostra semble à l'agonie.

Puis les années vont passer, la tension va retomber. Aujourd'hui la reconquête de l'État marque le pas. Or, dès que l'étau se desserre autour d'elle, l'organisation criminelle sicilienne retrouve très vite toutes ses facultés. D'autant que sous la violence des coups qu'elle a reçus et des pertes qu'elle a essuyées, elle a progressivement opté pour une «stratégie d'immersion». Finis les meurtres et le sang. La Mafia veut faire croire désormais qu'elle

L'assassinat du juge Falcone va susciter une indignation internationale.

n'existe plus. Elle est devenue invisible. Donc, sans doute, encore plus insaisissable et dangereuse.

«Elle s'est adaptée de la sorte à la répression. Cosa nostra a compris que les massacres, les délits et les meurtres d'enfants entraînent une riposte des institutions. Elle a compris qu'elle se prive de l'assentiment des gens. En s'adaptant au nouveau climat, Cosa Nostra s'est renforcée. Elle a reconstitué sa direc-

tion et ses cadres. Elle est revenue à la règle du secret impénétrable pour endiguer les collaborations avec la justice et a remis en pratique les anciennes méthodes des boss: s'infiltrer et coexister plutôt que s'opposer de manière frontale à l'État et à la société. C'est cette phase que nous sommes en train de vivre», explique Piero Grasso, procureur en chef du parquet de Palerme¹.

Invisible. Et invincible?

Le magistrat s'interroge aussi sur plusieurs énigmes politico-criminelles dès lors que «Cosa Nostra a aussi constitué le bras armé d'un système de pouvoir politique et institutionnel». Voilà pourquoi les homicides barbares des juges Falcone et Borsellino restent enveloppés d'un épais mystère. Qui a vraiment voulu leur mort? Seulement la Mafia? À qui Falcone faisait-il allusion lorsqu'il parlait de «cerveaux très raffinés»? Et qui sont, à l'intérieur du pouvoir politique et judiciaire, les nouveaux alliés des parrains?

Piero Grasso ne fournit pas de réponse mais des hypothèses et, surtout, un scénario qui apparaît inéluctable: à la Mafia actuelle se substitue une autre Mafia «légale»: «Toutes les conditions sont réunies: la nouvelle économie, les possibilités d'investissement, les entreprises cotées en Bourse, la plus grande facilité de s'insérer dans les flux d'argent public. Et encore: le réinvestissement des profits illicites dans des activités légales, la synergie entre Mafia, patronat et pouvoirs locaux, les rapports avec le monde politique. Il ne faut pas partir de l'idée qu'il existe une différence entre Cosa Nostra et les autres pouvoirs: les frontières souvent se confondent. Considérer la Mafia comme un anti-État est une erreur très grossière. Elle a très souvent été l'État et elle a toujours eu tendance à avoir au sein des institutions des hommes qui lui permettent de participer au pouvoir. Aujourd'hui beaucoup plus que par le passé, la survie de Cosa Nostra dépend des orientations de l'administration publique, de la politique et des institutions. Il ne reste plus beaucoup de temps à notre disposition. Si nous n'inversons pas la tendance actuelle, la prévision de Tommaso Buscetta, qui imaginait une Mafia victorieuse, est destinée à se réaliser». Et ce n'est pas l'actuel gouvernement qui risque d'entraver ce processus.

Sergio Carrozzo

Le guide du prisonnier

Le fil d'Ariane du détenu

Le monde carcéral est régi par une multitude de circulaires, de règlements, de décisions, de conventions qui sont peu ou mal connus en dehors de la prison, et même parfois à l'intérieur de celle-ci.

Aussi celui (ou celle) qui y entre pour la première fois est confronté à un univers totalement déconcertant. Qui fait quoi, qui est qui, que peut-on faire ou ne pas faire, à qui s'adresser pour telle ou telle chose, qu'est-ce qu'un billet de rapport, comment faire pour les visites...?

On glane ces informations où l'on peut; co-détenu, service social «quand celui-ci n'est pas débordé», agents pénitentiaires «s'ils sont de bonne volonté», etc.

Le *guide du prisonnier*, dont l'idée revient aux Français de l'Observatoire international des Prisons, a connu un énorme succès en France dès 1996. Une version belge s'im-

posait: c'est chose faite depuis mars 2002.

En fait, il aurait fallu un guide pour chaque prison, tant les détails de la vie quotidienne varient d'une prison à l'autre. Mais il a fallu «ratisser large» et cet ouvrage unique est déjà bien utile, retraçant les quatre grandes étapes de l'itinéraire du détenu: l'entrée en prison, le jugement, la vie en milieu carcéral et la sortie.

Beaucoup d'informations juridiques, de procédures judiciaires extérieures et intérieures à la prison, clairement expliquées, ainsi que des informations sur les droits des détenus. Mais ces informations-là peuvent être trouvées auprès d'avocats ou dans le code pénitentiaire.

Le chapitre clé me semble être celui intitulé «Vivre», parce qu'ici, il s'agit du quotidien, de la vie (ou survie) au jour le jour avec les déci-

sions parfois arbitraires, les sanctions disciplinaires non motivées, les non-dits, les détails parfois futiles, les interdictions d'un autre âge, des punitions à géométrie variable, mais aussi des procédures pour obtenir du travail, des soins de santé, des cours, les relations avec les enfants, les activités culturelles, etc... Ici le guide fourmille d'informations difficilement accessibles ailleurs.

On ne lit pas, bien sûr, ce guide d'un bout à l'autre (plus de 300 pages) mais on y pioche les informations qu'on souhaite grâce à un index et une table des matières très claire et très complète.

Chaque détenu aura accès à ce guide via la bibliothèque de la prison où cinq exemplaires seront disponibles en permanence. C'est évidemment beaucoup trop peu, mais c'est un début.

Le guide servira aux détenus et aux familles mais constitue aussi un ouvrage de référence pour tous les professionnels ou bénévoles qui approchent la prison (avocats, médecins, assistants sociaux, psychologues, criminologues, conseillers moraux, aumôniers, les services d'aide aux justiciables) ainsi que pour les agents pénitentiaires eux-mêmes et les fonctionnaires de l'administration.

Il était grand temps que ce type de publication soit disponible. Reste à espérer que sa diffusion sera la plus large possible, *extra-*, mais surtout *intra-muros*.

Anne Polsenaere

Le guide du prisonnier, ouvrage collectif sous la direction de P. Charlier, Ph. Mary, A. Neve et P. Reynaert, éditions Labor, 12 €.

Anne Polsenaere est criminologue.

¹ Saverio Lodato, Piero Grasso, *La Mafia invisibile, La nuova strategia di Cosa Nostra*, éd. Mondadori, Milano, 2001, 15,49 €.

Qui a peur de l'erreur humaine?

«L'erreur est un écart pris par une personne par rapport à une référence (norme, modèle, objectif...) alors que la personne avait l'intention de se conformer à cette référence et en avait la liberté».

Véronique De Keyser, présidente de l'Association européenne de psychologie du travail et professeur à l'ULg, n'a pas oublié les amateurs de définitions dans un ouvrage récemment paru aux éditions Labor*. *Espace de Libertés* l'a rencontrée, lors de la dernière Foire du livre de Bruxelles où elle est venue présenter son étude, non pour théoriser plus avant mais pour remettre cette «erreur humaine» en perspective.

Erreur humaine, problème collectif?

Les médias aiment stigmatiser ces situations où une, voire plusieurs personnes, défont dans l'un ou l'autre de leurs rôles ou responsabilités, et surtout quand cela aboutit à un accident: le chirurgien qui a laissé la pince dans l'abdomen du patient, le cheminot surmené qui perd le contrôle de sa machine, le petit garçon qui meurt noyé dans cinquante centimètres d'eau faute de réglementation strictement appliquée à la piscine...

Tout le monde suit l'actualité, et les médias en premier. Mais les médias généralistes aiment les situations simples, les responsabilités délimitées, les lampistes éclairés (ou moins éclairés); bref, il faut établir la responsabilité, individuelle ou collective, et pointer du doigt le(s) coupable(s). Sans doute pour le bien commun...

C'est là que le petit ouvrage (une centaine de pages) de la toute récente députée européenne Véronique De Keyser, spécialisée dans les risques liés au terrorisme, s'avère

original. Tout d'abord parce qu'il abonde en exemples concrets de situations qui ont, ou auraient pu, mener à des accidents majeurs faute d'évaluation et de gestion correctes des risques.

À côté des «erreurs humaines» manifestes, il existe une foule de situations bien plus complexes où le débroussaillage des responsabilités s'avère nettement plus problématique: de l'erreur à la faute, de la faute à l'accident, de la défaillance humaine à la dénonciation d'un naufrage collectif, des milliers de situations existent qui, par leur complexité, enchantent nettement moins les journaux amateurs d'actualité-coup de poing.

Déculpabiliser l'être humain en cas d'accident car il n'est pas une machine: c'est l'une des thèses de Véronique De Keyser.

«Cela démontre que les choix sont de nature politique, et là intervient la notion de gestion intégrée des risques», précise Véronique De Keyser. «La plupart des erreurs humaines peuvent être évitées en amont par l'instauration de procédures d'évaluation strictes (l'*assessment* anglo-saxon) visant à les prévenir. Ma démarche est donc a priori positive: il existe effectivement à notre époque une tentation de diaboliser l'erreur d'une personne, ce qui évite de devoir questionner tout un système. Or, dans la plupart des cas, quand on analyse un fait, avec attention et en tenant compte des tenants comme des

aboutissants, on se rend compte que, derrière l'erreur de l'individu se cachent souvent des dysfonctionnements que... personne, en fait, ne veut affronter».

Question de facilité: «Il est bien plus confortable pour l'esprit de dénoncer la défaillance d'un simple travailleur que de remettre en cause ses conditions de travail, par exemple. En qualité de psychologue du travail, j'ai suffisamment eu, durant trente ans, l'occasion d'observer que dans la plupart des cas, l'erreur humaine est elle-même étroitement conditionnée par de multiples facteurs, qui nuancent grandement la simple relation de l'accident-incident. C'est donc d'un problème collectif qu'il s'agit».

Pourquoi toujours chercher des coupables?

Véronique De Keyser a en effet analysé durant plus de trente ans les manifestations de l'erreur humaine

© AFP

ne se révèlent négligeables –je mets deux chaussures différentes pour partir travailler, par exemple!– mais d'autres peuvent se révéler dramatiques. Voici peu de temps, j'ai été à l'origine d'une explosion de gaz qui aurait pu tuer... mes propres enfants! Le scénario en est aussi symptomatique que dramatique: je possède un four à minuterie qu'un soir j'éteins après m'en être servi. Or, je fais une erreur dans les procédures techniques de minutage et le gaz s'allume le lendemain matin, alors que je suis déjà partie travailler de très bonne heure. Quand j'ai téléphoné à ma famille, on m'annonce «qu'il y a eu une explosion de gaz dans la cuisine». J'ai compris que j'avais «dérapé» sur la procédure et programmé le rallumage du gaz et non sa fermeture!».

Le syndrome du fer à repasser

C'est ici que la rationalisation de l'événement devrait se faire... et souvent, ne se fait pas (par manque de temps, on optera plus facilement pour le statisme voire l'oubli actif).

«Or, ce qui est important, ce n'est pas que je sois reconnue «coupable» de l'incident (c'est le stade de la recherche du coupable, qui fortifie l'ensemble social), mais que je fasse l'effort d'analyser pour quelles raisons et dans quelles conditions j'ai «commis mon méfait», pourrait-on dire, afin qu'il ne se reproduise pas! Et ce sont des faits qui apparaissent alors dans le retraçage chronologique:

- je suis très préoccupée car demain de très bonne heure, je dois prendre un train;
- cela ne m'empêche pas de «vaquer» à mes occupations domestiques;

- mais les «consignes techniques» sont de plus en plus nombreuses et complexes;
 - et ma vigilance est entamée (il est tard, je suis fatiguée, etc.).
- Maintenant, à côté de ces erreurs manifestes qui, anodines, se transforment en accidents parfois majeurs, nous évitons naturellement et par des jeux de rectifications mentales ou gestuelles parfois complexes de très nombreuses erreurs. Ce qu'on appelle «rattraper son erreur»! Or, on ne parle jamais de ces «non-événements» où nous avons, machinalement ou non, rectifié nos erreurs! On ne parlera que des catastrophes qui en découlent, une fois sur un million peut-être! Et on cherchera alors, avec avidité mais de manière souvent totalement abusive, le nom du ou des coupables. L'erreur humaine nous renvoie à ces limites naturelles de l'être humain qui est, dans toute sa vanité, tenté de les nier au nom de sa toute-puissance».

Après l'incident, il est crucial de vérifier les procédures qui y ont mené, en droite ligne ou par des voies détournées, même si ces vérifications sont mal menées ou empreintes de rituels magiques: ainsi ce couple qui, chaque jour, se téléphone, dès l'arrivée au bureau, pour s'assurer qu'ils ont bien quitté le domicile après avoir «débranché le fer à repasser»... Ceci, suite à un autre de ces incidents qui aurait pu mener à la catastrophe.

Erreur et faute

Véronique De Keyser dresse dès lors une véritable typologie de l'erreur humaine: «Il y a un «avant», un «pendant» et un «après» l'erreur. Il existe une véritable logistique de la pré-

vention. Elle amène à nous interroger sur le niveau réel de nos compétences. Avons-nous réellement «toutes les cartes en main»? Certaines situations de stress intense n'altèrent-elles pas nos facultés à prévenir ces erreurs? Cette «faute» qu'on nous impute n'est-elle pas en fait la conséquence d'un dysfonctionnement organisationnel?».

De même, l'idéologie dominante peut, elle aussi, influencer sur la survenue de l'erreur: «J'en cite plusieurs manifestations dans mon livre. Par exemple, aujourd'hui, on exige souvent de la part de chacun ce qu'on appelle la «qualité totale» dans l'entreprise. Il n'y a pas, il ne peut plus y avoir de place pour l'erreur. Tout doit être parfait! Idem, de la «gestion à flux tendu» qui ne tolère aucune approximation. À noter que toutes ces idéologies nouvelles sont élaborées par ceux-là mêmes qui n'auront à en subir ni les responsabilités ni les conséquences!».

Pour Véronique De Keyser, ne pas vouloir tirer les leçons d'une erreur, a fortiori si elle a mené à une catastrophe, ou induire, par ces choix idéologiques décrits plus haut, une erreur, «assumée» ensuite de gré ou de force par un inférieur hiérarchique, ce n'est plus une erreur, c'est une faute, et une faute grave. Voilà pour la différence entre erreur et faute! Pour des motifs cyniques de profit, les dirigeants et autres preneurs de décision, en distribuant des responsabilités individualisées, évitent la prise en charge collective des dysfonctionnements. «Il y a eu, ces dernières années, une foule de catastrophes qui, toutes, ont entraîné des réactions inversement proportionnelles à leur degré de complexité dans la distribution des responsabilités. Quand les États membres de l'UE sont eux-mêmes pointés du doigt, ils mettent un point d'honneur à éluder leur responsabilité». Bref, c'est «OK» pour la responsabilité individuelle, mais «NIET» pour la remise en question institutionnelle! «Aucun des États membres de l'Union n'est en conformité avec la directive Seveso II, et ce, plusieurs mois après la catastrophe de Toulouse... et vingt-cinq ans après celle de Seveso».

Olivier Swingedau

Il est bien plus confortable pour l'esprit de dénoncer la défaillance d'un simple travailleur que de remettre en cause ses conditions de travail.

Les seules erreurs humaines sont celles des lampistes

La mascarade peut se traduire par ce petit dialogue puisé dans l'extraordinaire bande dessinée américaine *Dilbert*:

Le patron: «Dilbert, nous devons atteindre la qualité totale dans les plus brefs délais. *Smith and Smith*, en face, l'ont déjà atteinte. (...). La gestion à flux tendu et le *Supply Chain Management* sont à ce prix. Voilà la proposition logistique du *consulting*...» –il tend une feuille de brouillon– Dilbert étudie le plan –incompréhensible, bien sûr– avec ses collègues: «Euh... Oui... C'est intéressant. Mais vous venez de faire renvoyer tous les chefs de service. Ce travail nous prendra une trentaine d'heures par jour et par personne...

Le patron: «Veux pas l'savoir... Organisez-vous comme vous voulez. De la flexibilité, Dilbert, de la flexibilité! Il n'y a que ça de vrai. Excusez-moi, mais maintenant je dois y aller, j'ai un golf à quatre heures avec Smith Sr... Il faut qu'on réfléchisse encore à ce concept si enrichissant de la «QT»...

* La collection, «La Noria» se propose d'aborder différemment l'actualité de manière critique. Une «noria» est une machine hydraulique à godets favorisant une «irrigation différente» du «champ» de l'actualité...

Immigration

Une intégration encore inachevée

Il est légitime de se demander si le racisme est la conséquence, l'effet indésirable, d'un «problème» de l'immigration, d'un «problème» avec les immigrés et leur présence sur le territoire belge. Il est également légitime de se demander si l'implantation électorale de l'extrême droite ou, à défaut, l'influence relative de son discours dans le débat public, témoigne de ce «problème» de l'immigration. Vu de cette manière, le succès de l'extrême droite et l'adoption de tout ou partie de son message par d'autres partis politiques seraient l'un et l'autre les conséquences évidentes de la «forte présence immigrée» sur le territoire belge, le symptôme manifeste de cette dernière. A contrario, en permutant causes et conséquences, il est également légitime de se demander si le racisme ambiant et ordinaire n'est pas une conséquence, un effet indésirable, de l'extrême droite et de ses arguments. La haine raciale puiserait alors arguments et énergie dans le discours racialisant de l'extrême droite qui réduit des enjeux sociaux à des conflits ethniques, des différences sociales à des inégalités raciales et biologiques. Discours qui créerait finalement plus qu'il ne dénoncerait un «problème» de l'immigration. Discours d'exclusion et de rejet qui serait en définitive responsable de quantités d'attitudes de discrimination et de méfiance vis-à-vis de la population immigrée. Cette deuxième façon de voir les choses semble tenir véritablement la route lorsqu'on referme le dernier livre d'Andrea Rea¹ consacré aux émeutes de Forest le 12 mai 1991 et aux dix dernières années qui les ont suivies.

À l'aide de multiples témoignages, Andrea Rea montre comment des revendications politiques légitimes des jeunes immigrés, revendications légitimes mais difficilement formulables, ont été littéralement et systématiquement transformées et interprétées à l'époque comme un échec évident de l'intégration de ces derniers au sein de la cité. Théories scientifiques et enquêtes de terrain à l'appui, Andrea Rea nous montre

Autres banlieues, autres jeunes, mais des problèmes qui se ressemblent.

comment un discours racialisant, qui réduit «l'identité des immigrés à celle d'un groupe stigmatisé, discriminé», «assigné symboliquement à résidence», peut véritablement transformer la perception des relations sociales. Comment un tel discours, abondamment relayé par les médias et les acteurs politiques de l'époque, a pu manifestement influencer la perception des émeutes de Forest le 12 mai 1991 au point de les réduire à la preuve ultime de la non-intégration, de la non-volonté d'intégration, idées maîtresses rappelons-le du Vlaams Blok et de ses pâles miroirs wallon et bruxellois des années nonante. «Assimilées à une rébellion violente, les émeutes ne sont (à l'époque) nullement interprétées comme une action collective, mais seulement comme une figure particulière de la délinquance, voire, selon les termes du ministre de la Justice de l'époque, de la criminalité urbaine (...). Les émeutes de Forest ne sont ni la manifestation d'une criminalité urbaine ni l'expression de l'absence de volonté d'intégration des jeunes immigrés.» Bien au contraire, poursuit Andrea Rea, elles sont en réalité la preuve d'une certaine intégration, «elles émergent alors que les racismes politique et institutionnel deviennent illégitimes et que l'État entreprend une politique d'intégration des immigrés. Elles sont en cela la conséquence de l'ouverture des opportunités politiques. Les émeutes apparaissent

parce que la proclamation étatique de la politique d'intégration ne s'accompagne pas d'un accroissement des liens entre les pouvoirs politiques et les populations immigrées».

Moins de deux cents pages suffisent pour révéler au lecteur les émeutes de 1991 comme l'expression de revendications politiques visant principalement à dénoncer le racisme, la criminalisation et les discriminations dont les jeunes immigrés font l'objet. Elles ont justement surgi à un moment où il y avait enfin une ouverture des opportunités politiques, les émeutes étaient en quelque sorte une manière d'entrer dans l'espace politique. «Les émeutes ont ouvert une nouvelle période dans la construction des politiques publiques destinées aux populations immigrées, permettant un approfondissement de leur inclusion dans l'État belge».

Et Andrea Rea de conclure qu'au fil des années, malgré les premiers discours racialisants, «un des effets majeurs des émeutes de 1991 est d'avoir diminué, sans l'effacer, le racisme explicite et l'islamophobie des années antérieures. La reconnaissance symbolique de l'appartenance de la minorité issue de l'immigration maghrébine à la nation belge est néanmoins loin d'être achevée, mais les droits de cité de ces Belges sont à présent reconnus».

Jérôme Jamin

En attendant la nouvelle loi...

C'est l'avenir qui détermine l'importance véritable des événements: l'assemblée générale du Centre d'Action Laïque du 23 mars 2002 n'a pas apporté de fait marquant ou neuf. Mais elle est très probablement significative parce que la dernière de son genre avant que le vote par le Parlement de la loi d'application de l'article 181§2 de la Constitution, espéré pour bientôt, ne modifie radicalement les choses et ne nous place l'an prochain dans un cadre tout différent, même si les activités de 2002 auront continué comme auparavant.

Les activités annuelles du CAL et de ses Régionales tiennent aujourd'hui

des statuts en ce qui concerne les modalités d'élection du président du Centre d'Action Laïque. Aujourd'hui, il est élu par les vingt-cinq administrateurs en leur sein. C'est la garantie d'une bonne symbiose entre le président et le conseil. Mais la procédure est trop fermée aux yeux de beaucoup pour un groupement si attentif à la démocratie. Philippe Grollet a proposé de faire élire son successeur directement par l'assemblée générale. Tout étant affaire d'équilibre, il faudra alors examiner qui pourra présenter une candidature, si l'on pourra se limiter à l'élection directe du seul prési-

Jacqueline Luc. Le nouveau conseil sera ainsi assez sensiblement rajeuni.

L'assemblée a élu Firmin Delécluse comme membre honoraire.

Le tout s'est déroulé dans les locaux de Bruxelles Laïque, à l'avenue de Stalingrad, qui venaient de connaître une importante rénovation. Je ne sais pas bien de quoi peut être le signe le fait que Bruxelles Laïque occupe les anciens locaux du Parti communiste, sauf que cette extension est pour la laïcité un signe de bonne santé.

Patrice Dartevelle

Moins de conseillers moraux à la Défense

La rationalisation des services d'assistance morale et religieuse de la Défense s'inscrit dans le cadre de la réduction à terme des effectifs du département décidée par le gouvernement en 2000, conformément au «Plan stratégique pour la modernisation de l'Armée 2000-2015».

Le cadre général prévoit trente-quatre aumôniers catholiques, quatre protestants, un israélite et sept conseillers moraux, soit quarante-six fonctions, dont trente-six sont effectivement remplies.

D'ici à 2015, il est donc prévu une réduction du cadre à vingt-deux fonctions. Comparé à la société civile, l'assistance morale et religieuse restera plus généreuse, compte tenu de la volonté d'appuyer les troupes en opérations extérieures. Ainsi, vingt aumôniers ou conseillers sont prévus pour assister quarante mille membres du personnel. Le nouveau cadre tient en outre compte de la répartition des conceptions religieuses et philosophiques constatées dans la société civile, plus multiculturelle que par le passé. À terme, la Défense comptera dans ses rangs des aumôniers ou assistants catholiques, moraux, islamiques, protestants et évangéliques, orthodoxes et israélites.

¹ Andrea Rea (2001), *Jeunes immigrés dans la cité*, Bruxelles: Labor, 175pp.

À lire également du même auteur en collaboration avec Jean-Yves Carlier «Les étrangers en Belgique. Étrangers, immigrés, réfugiés, sans-papiers?». Un dossier du CRISP (n°54, 2001, 44 pp.) très complet sur le cadre historique et politique de l'immigration, la politique d'intégration, les statuts juridiques, les régularisations et de nombreux aspects touchant aux étrangers en Belgique.

Troisième Convention laïque

La laïcité en mouvement - L'action des associations

Plus de 350 personnes ont participé le samedi 20 avril, au Centre culturel Marcel Hicter, à La Marlagne à la troisième Convention laïque. Les travaux étaient centrés sur l'action des associations locales et leur travail de proximité.

À l'issue des travaux de la Convention, l'assemblée a adopté dix résolutions sur onze, énoncées ci-dessous. Ces résolutions sont le fruit de la confrontation des idées et des aspirations d'un échantillon largement représentatif des acteurs du mouvement laïque.

Thème n°1 Activités culturelles des associations locales

RÉSOLUTION N°1

La laïcité veillera à former des animateurs culturels tant au sein de son personnel qu'au bénéfice d'autres associations. Ils seront insérés dans les actions culturelles les plus diverses en ce compris toutes les activités d'enseignement du cours de morale non confessionnelle et de toutes les branches d'enseignement, de l'éducation permanente et de l'éducation populaire.

Votes: 193 pour, 6 contre, 22 abstentions.

RÉSOLUTION N°2

La laïcité se doit de se redynamiser et de rafraîchir son image. Le CAL communautaire, les associations constitutives et leurs régionales sont invités à susciter la circulation et la coordination des projets culturels et interculturels, des réalisations et des initiatives des groupes locaux afin principalement de motiver la jeunesse.

Votes: 212 pour, 1 contre, 1 abstention.

Thème n°2 Activités de service des associations locales

RÉSOLUTION N°1

La laïcité, dans son acception d'humanisme politique, est une exigence de vivre en société et, en tant qu'humanisme philosophique, elle est une conception de vie.

Aider les personnes dans le cadre de la laïcité, c'est notamment promouvoir, développer et consolider des services qui sont à l'écoute des individus, particulièrement sur les questions fondamentales de leur existence. Telle est la mission dans laquelle s'engagent les acteurs bénévoles ou professionnels tant dans leur relation de personne à personne que lors des cérémonies laïques. La laïcité organisée doit soutenir (sur les plans financier, logistique, de formation et de supervision) les services qui visent la recherche de sens et de reliance.

Votes: 184 pour, 4 contre, 33 abstentions.

RÉSOLUTION N°2

Soutenir les services qui s'inscrivent dans la mouvance laïque, c'est reconnaître la finalité de leur action basée sur les valeurs d'émancipation, d'autonomie, de responsabilité et de respect de l'identité des personnes. Encourager le travail en réseau est dès lors essentiel.

Parallèlement, la laïcité organisée doit donner une plus grande visibilité et un soutien accru aux services qui sont offerts à la population notamment par l'analyse scientifique et professionnelle des besoins réels.

Votes: 204 pour, 0 contre, 17 abstentions.

Thème n°3 Relations avec l'extérieur

RÉSOLUTION N°1

Pour renforcer le militantisme et promouvoir la laïcité (ses valeurs et son image) dans la Cité, les associations laïques locales travailleront avec des associations pluralistes et encourageront les laïques à s'y intégrer.

Votes: 194 pour, 7 contre, 19 abstentions.

RÉSOLUTION N°2

Les associations laïques locales construiront une relation durable avec les jeunes.

Elles veilleront à être à l'écoute de leurs valeurs et de leurs préoccupations, à tenir compte de leurs propres grilles d'analyse et à entretenir un contact constructif avec eux.

Elles privilégieront les projets concrets afin que la laïcité ne leur apparaisse pas comme une fin en soi mais bien comme un moyen non assujéti à quelque pouvoir que ce soit.

Elles susciteront chez eux l'organisation de manifestations ou de structures qu'ils seront amenés à assumer eux-mêmes en les aidant dans la recherche de moyens y afférant.

Votes: 216 pour, 0 contre, 5 abstentions.

Charles Susanne, qui a présidé la Convention, et Claude Javeau

Thème n°4 Relations avec le politique

RÉSOLUTION N°1

Le mouvement laïque tient à réaffirmer son attachement à l'enseignement officiel et s'engage à définir une école publique de qualité.

Il suscitera la mise en place d'une concertation régulière entre les interlocuteurs impliqués dans le secteur de l'enseignement public afin d'encourager la construction d'une véritable école de la démocratie qui sensibilise à la vie en société, développe l'esprit critique et prépare à la pratique de la tolérance, dans le respect des principes du décret de 1994.

Votes: 217 pour, 0 contre, 4 abstentions.

RÉSOLUTION N°2

S'il doit avoir le souci –dans le cadre de la construction d'une société répondant aux valeurs laïques– de rencontrer le monde politique, le mouvement laïque visera à «oser» le débat tant chez le politicien que chez le citoyen.

Dans son action, outre ses valeurs, le mouvement laïque conservera son indépendance, stimulera la controverse, se référera exclusivement aux droits des personnes et des peuples.

Il suscitera la mise en place d'organes de concertation entre ses représentants et les mandataires politiques tant au niveau local, provincial, régional, fédéral qu'euro-péen.

Votes: 213 pour, 0 contre, 8 abstentions.

Ces résolutions seront examinées par le conseil d'administration du Centre d'Action Laïque, chargé d'élaborer les orientations politiques du mouvement.

Elles seront concrétisées par des actions permettant d'assurer la visibilité du mouvement laïque comme intervenant actif dans la société civile.

* Pour être adoptée, une résolution doit réunir 75% des suffrages exprimés.

Thème n°5 Vers des synergies

RÉSOLUTION N°1 – REJETÉE*

Acquérir et intégrer le réflexe de développer des projets fédérateurs autour du flambeau doivent être le souci permanent de toutes les associations laïques.

Ces projets et leur concrétisation seront évalués annuellement pour les composantes du mouvement laïque.

Votes: 152 pour, 4 contre, 65 abstentions.

RÉSOLUTION N°2

Nous développerons les valeurs laïques de liberté, de fraternité et de solidarité en unissant nos efforts par une synergie pro-active et une communication ciblée, ce qui implique de rassembler les compétences, de définir les rôles de chacun et de mobiliser les énergies dans une relation de respect réciproque.

Votes: 181 pour, 3 contre, 37 abstentions.

Résolution transversale

La Convention demande la reconnaissance du Conseil de la morale laïque comme interlocuteur qui permettrait de garantir les compétences, la qualité et la formation des enseignants de morale non confessionnelle.

Les enseignants de morale doivent devenir un relais privilégié des valeurs de la laïcité au sein des écoles ainsi d'ailleurs que l'ensemble des enseignants laïques.

Votes: 197 pour, 2 contre, 22 abstentions.

Une ouverture sur la société civile

Placée sous la présidence de Charles Susanne, cette troisième convention laïque a été ouverte, par le président du CAL, Philippe Grollet, qui a souligné le dynamisme et la vivacité des associations mais aussi les avancées du mouvement laïque. C'est ensuite un fin observateur des mœurs laïques et autres, Claude Javeau, qui allait d'emblée planter le décor, inscrivant le thème de la Convention dans les débats d'aujourd'hui. Ce curieux impénitent, qui pêche dans le quotidien le matériau de sa réflexion, a stigmatisé quelques symptômes révélateurs de «la puissance du fric» et du triomphe néolibéral. Retourne-t-on à l'évolutionnisme social, assiste-t-on à la «berlusconisation» d'une culture basée uniquement sur le divertissement anesthésiant? Quant au «jeune», il semble se raréfier face au vieillissement de la population - on l'aura par ailleurs constaté au sein même de la Convention où les jeunes invités à s'exprimer ont été peu présents. S'insurgeant contre la fâcheuse habitude de considérer que tout ce qui est ancien est ringard, Claude Javeau ne craint pas de plaider pour un certain élitisme, qui fera l'objet d'une de ses prochaines publications.

Quant à la laïcité «à la belge», elle a sans doute encore de belles années devant elle, devant faire face sur plusieurs fronts: les fondamentalismes en tous genres, les «religions à la carte», sans oublier, ironise Javeau, la religion majoritaire, le football qui réunit tous les week-ends 600.000 personnes... Il s'interroge sur la nécessité pour l'État d'intervenir dans l'organisation des cimetières mais en profite pour demander que soit prévue une parcelle laïque orientée vers le Panthéon... Il s'insurge aussi contre la «bienpensance». «Penser, c'est dire non», disait Alain. «La laïcité, conclut Claude Javeau, est un lieu où on pense contre».

Les 350 participants –auxquels se sont joints quelques politiques dont Elio Di Rupo, Philippe Mahoux et André Flahaut– qui s'étaient mobilisés, ont-ils, au sein de chacun des ateliers, «pensé contre»? Leurs réflexions ont en tout cas alimenté le débat et débouché sur dix résolutions qui devraient dans les prochaines années trouver leur concrétisation dans des actions qui permettront davantage encore d'ouvrir la laïcité sur la société civile.

M. M.

Nouvelle vague d'antisémitisme en Belgique

La synagogue d'Anderlecht touchée par une bombe le 1^{er} avril dernier.

Au cours de l'année 2001, une certaine forme d'antisémitisme a refait surface. Divers actes isolés ont été commis à l'encontre de membres de la communauté juive. Deux événements internationaux semblent être à la base de ce retour: l'Intifada II entamée en octobre 2000 et les attentats commis aux États-Unis le 11 septembre 2001.

Quelques exemples récents nous montrent, effectivement, ce retour de l'antisémitisme: en octobre 2000, lors d'une manifestation organisée à l'origine pour soutenir le peuple palestinien, des extrémistes infiltrés dans celle-ci en profitèrent pour scander des slogans antisémites; en juin et juillet 2001, des agressions furent commises contre des enfants juifs à Anvers et à Bruxelles; au début du mois de septembre 2001, sur des valises d'un vol Tel-Aviv-Bruxelles, des slogans antisémites ont été tracés; en décembre 2001, le grand rabbin de Bruxelles,

Albert Guigui, a été agressé à la sortie d'une synagogue à Anderlecht... Des amalgames inqualifiables ont également été observés dans les rubriques «forum» et «opinion» de plusieurs journaux.

Il faut aussi signaler que des textes, soit antisémites, soit plus particulièrement dirigés contre le judaïsme circulent encore dans bon nombre de cercles politiques et religieux.

Cependant, il est à noter que l'antisémitisme en Belgique apparaît en «dents de scie», en fonction d'événements politiques internationaux. Il est aussi pour l'instant localisé,

exploité et propagé au sein de minorités politiques ou de mouvements politico-religieux intégristes. Il se diffuse en catimini auprès de groupes de jeunes issus de l'immigration arabo-musulmane, souvent en contact avec ces mêmes mouvements politico-religieux intégristes. L'expression de cet antisémitisme, pour l'heure, s'illustre par des actes isolés et spontanés.

Des organisations d'extrême droite bien connues des autorités judiciaires profitent de la situation actuelle entre l'État d'Israël et l'Autorité palestinienne pour jeter de l'huile sur le feu, l'objectif étant de monter les différents acteurs de ce drame les uns contre les autres, y compris en Belgique. Un cas parmi d'autres: en septembre 2001, un tract sommairement attribué à une organisation intégriste islamique est distribué dans plusieurs quartiers de la capitale. Ce tract appelait à *tuer les juifs*. Après analyse de ce pamphlet, nous avons pu déterminer avec quasi-certitude que celui-ci était un faux.

À chaque fois, le Centre, dès qu'il en a été informé, agit de façon adaptée contre ces actes antisémites. Des plaintes sont déposées, des informations sur des actes isolés de type antisémite sont envoyées aux parquets concernés, des contacts sont pris avec les organisations représentatives et les radios libres des communautés arabo-musulmanes et juives pour lancer des appels au calme,...

Le Centre s'inquiète, par ailleurs, de la poursuite des campagnes haineuses de VHO, un groupuscule antisémite diffusant, depuis sa création en 1984, des tracts visant à «blanchir» la dictature nazie, en niant les crimes contre l'humanité que cette dernière avait commise durant la Seconde Guerre mondiale.

Manuel Abramowicz

Manuel Abramowicz est collaborateur au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (tél.: 02/233.06.11, fax.: 02/233.07.04, n° vert: 0800/14912. Site internet: www.antiracisme.be).

La nouvelle judéophobie de Taguieff

Un feu malsain, mal éteint

L'angélisme n'est pas un humanisme. Telle est la réflexion qui vient à l'esprit au terme de la lecture stimulante du dernier essai de Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*¹. Le politologue bien connu y débusque les propos, comportements et passages à l'acte antijuifs de notre société.

Faut-il voir dans ces manifestations une énième résurgence de la vieille haine antisémite que l'on sait, carburant idéologique de toutes les extrêmes droites? L'auteur laisse entendre que non. Il prend d'ailleurs bien soin de distinguer la judéophobie post-nazie actuelle de l'antisémitisme propre à l'affaire Dreyfus ou inhérent au régime hitlérien; elle n'a rien à voir non plus avec le vieil antiju-daïsme chrétien.

Par contre, le phénomène nouveau, au développement planétaire, recyclerait d'anciens schémas de pensée, voire des fantasmes hérités d'une époque pas si lointaine où l'utopie révolutionnaire avait le vent en poupe. Conséquence de cette mutation, notamment dans certains secteurs d'une extrême gauche orpheline de ses idéaux: Israël –avec, tapis derrière lui, les États-Unis, le capitalisme et le sionisme– serait en passe de devenir l'adversaire absolu. Et le Palestinien, la victime emblématique par excellence.

Pas étonnant dans ce contexte que de jeunes beurs, en butte à la précarité et au racisme, aient tendance à s'identifier aux Palestiniens, surtout à l'heure du conflit interminable du Proche-Orient et des discours islamistes incendiaires. Taguieff, avant quiconque, avait averti qu'un feu malsain couvait.

Henri Deleersnijder

¹ Fondation du 2 mars/Mille et une nuits, 2002.

La science au péril de sa vie

Les aventuriers de la mesure du monde

Comme le souligne l'avant-propos du professeur Rosmorduc, voilà un «petit livre» de deux cents pages plus vingt de bibliographie qui ouvrira des perspectives pédagogiques nouvelles à maints enseignants de géométrie, de géographie, de physique et d'histoire, sans compter le plaisir qu'il donnera à tous les astronomes, professionnels et amateurs.

Droit dans la ligne du très beau *Procès des étoiles* de Florence Trystram que mon collègue Jouret et moi-même conseillions, hier encore, vivement à nos étudiants, et du récent *Rendez-vous de Vénus* de Jean-Pierre Luminet, la conquête de l'unité de mesure de l'univers est une prodigieuse épopée. Elle commença à Sumer vers 4000 avant notre ère, fut perfectionnée dans la vallée du Nil sous Ératosthène et améliorée à l'oc-

casion d'expéditions périlleuses tout au long du XVIII^e siècle. La conquête spatiale nous en peaufine aujourd'hui les dernières décimales.

Dans sa préface, Jean-Claude Pecker, bien connu des laïques, situe avec talent et pertinence l'aventure et la science dans leurs perspectives humanistes, leurs antagonismes et leurs convergences.

Le récit commence avec *Le Roi est mort!* qui situe le début du siècle des Lumières. Jusqu'à l'adoption du système métrique par la Convention, des dizaines d'hommes de science dont les noms sont peu ou mal connus seront «sur le terrain», de Dunkerque à Barcelone, au Cap, au Pérou ou en Laponie; géodésiens et astronomes braveront le climat, les craintes primi-

tives et vivent toutes les passions humaines.

Le livre est composé de trois parties: «Mesurer la Terre» d'Ératosthène à Maupertuis et La Condamine; «Mesurer le ciel» ou les mésaventures liées au passage de Vénus devant le Soleil et enfin «Mesurer le mètre», là où les intérêts du commerce et des politiques s'enlacent à la science.

Chaque thème est l'occasion d'une leçon d'astronomie élémentaire et d'un portrait de personnages hors du commun, dont les faits et gestes sont en rapport direct avec l'histoire universelle des hommes.

Passionnante épopée! Ce livre rend un juste hommage à l'œuvre commune de savants qui furent, comme Lavoisier, exécutés, ou comme Laplace, plats serviteurs du pouvoir. Il y eut surtout beaucoup d'idéalistes qui laissèrent dans l'aventure les uns leur vie, les autres leur santé ou leurs biens.

Ultime conclusion, celle de Condorcet: «À tous les temps, à tous les peuples» qui exprime si bien la dédicace de ces efforts.

André Koeckelenbergh

Arkan Simaan, *La science au péril de sa vie - Les aventuriers de la mesure du monde*, Vuibert/Adapt, Paris, 208 p., 20 □.

Histoires de femmes

Deux livraisons récentes viennent opportunément nous rappeler que la violence faite aux femmes dans leur corps est universelle et malheureusement encore très actuelle. *Histoire de naître*¹ de Fernand Leroy et *Corps de femmes*², sous la direction de Marie-Thérèse Coenen, se répondent ainsi étrangement. Révélatrice des mentalités, des coutumes et des modes, l'obstétrique nous ramène non seulement à la question du sens de notre existence mais aussi aux traitements subis par les femmes. Fernand Leroy, professeur émérite de gynécologie et d'obstétrique à l'ULB, et auteur de ce remarquable livre destiné tant à des spécialistes qu'à des néophytes, inscrit la grossesse et l'accouchement –le «mal-joli»– dans une perspective humaniste. Si l'ignorance et les croyances cantonnaient cet événement important de la vie des femmes dans la souffrance obligatoire et le danger de mort, des sages-femmes et des médecins n'ont cessé aussi de rechercher, au cours du temps, des méthodes pour les soulager. Mais ce n'est que durant les der-

nières décennies que les techniques se sont le plus affinées, tant en matière d'accouchement - notamment avec la péridurale, que de pronostic médical de la naissance.

La première école de sages-femmes est fondée en Égypte au VI^e siècle avant notre ère. Un siècle plus tard, l'apport d'Hippocrate sera déterminant: huit de ses ouvrages sont consacrés à la reproduction

humaine et aux maladies des femmes. Les chirurgiens débarqueront dans la chambre d'accouchement au XVIII^e siècle seulement. Avec un mannequin de sa fabrication, Mme du Coudray va véritablement créer le premier enseignement structuré. L'épopée du forceps (secret!) de Chamberlen et l'asepsie de Semmelweiss vont damer le pion à un fata-

lisme de la mort de l'accouchée ou du bébé.

Ce qui ressort de cet historique, c'est d'abord et avant tout le désintéret à l'égard de la souffrance féminine en général et de celle liée à l'enfantement en particulier ainsi que le comportement stoïque imposé dans la plupart des cultures aux femmes qui accouchent. Il faudra attendre le milieu du XIX^e siècle et des médecins comme James Young Simpson, qui va bouleverser le processus d'accouchement par l'introduction de l'usage de l'éther et amorcer ainsi l'emploi de sédatifs.

Mais Papiernik rappelle très justement dans son introduction que les résultats actuels ne concernent encore qu'un tiers des femmes dans le monde. Ni sages-femmes, ni médecins, ni conditions d'hygiène acceptables: c'est aujourd'hui encore le lot de la plupart des femmes du tiers-monde où 600 000 d'entre elles meurent encore chaque année de complications associées à la grossesse et à l'accouchement.

La maman ou la putain

On reste bien dans le même thème avec *Corps de femmes*, corps qui a toujours interpellé les hommes, artistes, juristes ou politiques, mais aussi révélé leur peur en même temps que leur fascination, partagés entre une image de la femme idéalisée (la Vierge Marie) et la pécheresse (Ève). Retrouver le fil de leur corps constitue le droit fil du combat des femmes qui ont lutté contre «cette oppression aux multiples avatars» comme le pouvoir marital, le caractère sacré de la maternité, la reconnaissance de la paternité, les combats pour la contraception et pour l'IVG et contre le harcèlement, la violence conjugale, le viol... On vient de loin et on est loin d'être au bout du chemin, constatent les auteurs - des femmes de différents horizons mais avec une même perception dans leurs itinéraires. On connaît les ravages du Code Napoléon, appliqué par des hommes et des bourgeois, chargés de faire régner le

bon ordre des familles mais gênés de le faire lorsqu'il s'agit de pénétrer dans les alcôves pour acter la non-consommation d'un mariage, la violence exercée par un mari... Mais il faut être une femme «vertueuse» pour obtenir justice! Sont également évoqués les tortures et le mépris dont ont été victimes les femmes, accusées de sorcellerie, de prostitution ou encore de collaboration «horizontale» avec l'ennemi: les femmes sont toujours perçues comme des coupables, jamais comme des victimes, et leur perversité n'a pas de limites. On note toutefois un infléchissement lorsqu'il s'agit de protéger des enfants de la violence, à la fin du XIX^e siècle.

La politique nataliste de l'entre-deux-guerres ne peut enrayer l'arrivée d'un nouveau modèle pour les jeunes couples: celui de l'enfant unique. L'«égoïsme» des femmes est pointé d'un doigt accusateur: seraient-elles l'objet d'une «mutation biologique»? La famille nombreuse, «saine et forte» va aller de pair avec l'interdiction de mise à disposition de moyens anticonceptionnels. Mais la famille «réduite» va s'étendre de la bourgeoisie aux classes populaires. Le tabou de l'interruption volontaire de grossesse va lui aussi voler en éclat. Quant au harcèlement, les violences conjugales et le viol, ils ont été longtemps «protégés» par une tolérance tacite que les féministes ne vont cesser de dénoncer.

Michèle Michiels

Les mystères de La Havane

La mangouste de Cuba

Invitée d'honneur à la dernière Foire du Livre de Bruxelles placée sous le signe du métissage, Zoé Valdès incarne l'improbable confluence entre le politique et le sensuel, l'ironique et le douloureux. Rencontre avec une titi cubaine de Paris.

À l'instar de Nancy Huston, Zoé Valdès pourrait se réclamer de ce «patriotisme de l'ambiguïté», si ce n'est qu'à l'attachement révolté de la seconde, la première n'offre à son Canada natal qu'une amour morte. Canadien, proclame Nancy Huston, «de quoi, se réclame-t-on avec fierté: du saumon fumé? Du sirop d'érable? D'une certaine idée de la démocratie? Alors que selon toutes sortes de critères politico-économiques, Haïti est un enfer et le Canada un paradis, les exilés haïtiens recréent leur pays partout où ils se trouvent dans le monde, respectent ses traditions et lui vouent un amour sans bornes, tandis que dans mon cœur à moi, le Canada et la canadienneté occupent une place pour ainsi dire imperceptible».

Zoé Valdès elle, vit en cubaine à Paris, elle y a transbahuté tout son imaginaire. «Qui sait si, quand j'y retournerai, je n'écirai pas sur la France?» Indésirable depuis, son premier roman jugé scandaleux, *Le néant quotidien* publié chez Actes Sud –un éditeur que partage d'ailleurs Nancy Huston– Zoé Valdès n'en finit par d'écire, de décrire, de décrier l'île gouvernée par *el Lider Maximo*. XXL comme elle l'appelle. Aux discours fleuves sur l'édification du socialisme à coups de pénurie et de censure, la jeune femme préfère la luxuriance, le baroque et l'insolente sensualité d'une île métisse, comme elle-même. Élevée en pionnière dans le matérialisme dialectique contrebalancé en partie par les séances de spiritisme païen qu'affectionnait sa grand-mère, Zoé Valdès a développé une curieuse propension à la verdure déjantée... «À Cuba, mes livres sont

interdits, on me taxe de pornographe, mais c'est une manière de contourner ce que mes livres ont de politique». C'est qu'au mensonge officiel, elle oppose la fantaisie et la provocation. «Elle venait d'une île qui a voulu construire le paradis» est la première phrase du roman qui l'a rendue célèbre et envoyée paître loin des champs de canne à sucre. Depuis, elle résiste à Paris, par la mélancolie et par un sens de la provocation, peu bégueule où humour et érotisme se culbutent joyeusement. «La littérature, dit-elle, doit être ironique, c'est une forme de culture qui installe tout de suite une complicité avec le lecteur». Le rire semble avoir toujours été son arme blanche. Élevée par les femmes –après que son père, comme beaucoup d'hommes de ses romans, se fut taillé en douce– Zoé Valdès se souvient avoir désiré être un mâle, «car toutes ses femmes en appelaient un de leurs vœux, milliardaire de préférence!» Sa grand-mère était une adepte du Yoruba, culte animiste, afro-cubain, qui a laissé chez Valdès ce besoin «de rechercher l'esprit des choses derrière ce qui se donne à voir». Entre superstition et conte populaire. Elle vide toujours soigneusement sa tasse de café «quelqu'un pourrait passer derrière moi, boire ce qui reste et voler mon énergie...». Écrire est pour elle une forme de transe, des voix l'investissent, dit-elle avec candeur ou malice, allez savoir...

Se souvient-elle du moment où le rêve révolutionnaire à basculé dans son esprit? «Tant que j'étais à Cuba, je voulais justifier ce qui avait été ma vie; enfant on a tellement aimé le Che et puis un jour on vous apprend que

Guevara a fait fusiller dix-huit mille personnes, en a fait pendre d'autres. Quand j'ai commencé à voyager, j'ai été submergée par une profonde tristesse, toute cette vie n'avait été qu'un mensonge. Certains écrivains, payés par le ministère, n'ont aucun problème avec cela...». Faut-il aller à Cuba? «Non, dit-elle, ne donnez pas vos dollars à ce régime qui emprisonne les opposants mais expulse ses délinquants –s'ils refusent, on double leur peine– pour donner une image déplorable des contestataires et enquiquiner les États-Unis. Oui, enchaîne-t-elle, allez-y pour vous ouvrir les yeux. Cuba reste curieusement mythique, intouchable, notre exil n'est pas reconnu comme l'a été celui des Chiliens». À la lire, la seule évasion qui reste aux insulaires semble être la sexualité; car si tout manque à Cuba, si tout est obligatoire et réglementé, les effusions elles sont pléthoriques, volontaires et clandestines!

Zoé Valdès aime passionnément les artistes qui l'ont précédée (José Martí, Alejo Carpentier, Eduardo Manet), son dernier livre piste d'ailleurs, entre réalité et imaginaire, les pionniers, les poètes et musiciens, héros de l'indépendance. Parmi ses préférés, il y a José Lezama Lima auteur culte de *Paradisio*, roman mis en vente un matin de 1966, dont tous les exemplaires furent achetés en un jour avant qu'il ne soit interdit. La pudeur révolutionnaire s'était étouffée au début du 8^e chapitre. La beauté foisonnante de la langue, l'onirisme, la puissance des images, la prodigieuse érudition de cet auteur passa à la trappe de la censure. À sa manière de gamine impertinente, Zoé Valdès reprend le flambeau, avec plus ou moins de bonheur selon les livres. Elle rechigne à dire qu'il y a une parenté entre les écrivains latino-américains, pas plus qu'il n'y a une identité de l'exil. En revanche, elle trouve ailleurs des similitudes: «Le capitalisme, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme? Et le socialisme? Eh bien, c'est l'inverse», écrit-elle dans *La douleur du dollar*.

Zoé Valdès a pris le parti de la fiction, opposant le sacré à l'idolâtrie castrique, l'effronterie à la ligne de parti, la liberté de ton pour contrer à la fois les diktats cubains et les «bofs» français qui, davantage que l'andouillette grillée, indisposent cette gourmande de la vie.

Sophie Creuz

Les mystères de La Havane, (nouvelles), Calmann-Lévy, Paris.

Zoé Valdès

¹ *Histoire de naître - De l'enfantement primitif à l'accouchement médicalisé*, Fernand Leroy, De Boeck, 456 pp.

² *Corps de femmes - Sexualité et contrôle social*, sous la direction de Marie-Thérèse Coenen, De Boeck Université, 216 pp, 24,95 €.

L'exposition «LABO XIX-21...»

200 ans de recherche et de développement

L'exposition qui se tient actuellement au Passage 44 raconte comment un petit pays développa son enseignement supérieur et la recherche scientifique et technologique grâce à quelques dizaines de savants hors du commun. Conséquence des répressions religieuses menées du règne de Philippe II jusqu'à celui de Joseph II, la Belgique était en effet devenue «un désert scientifique». La réorganisation de l'enseignement commence vraiment sous Marie-Thérèse et s'accélère peu à peu sous les régimes d'occupation français et hollandais. De Quételet, astronome, météorologiste, statisticien et père de la biométrie sinon de la sociologie à Marcel Nicolet, physicien, météorologiste, fondateur de l'Institut d'Aéronomie spatiale et secrétaire général de l'Année géophysique internationale qui marqua le début de la conquête spatiale, deux cents ans de recherche et développement sont sobrement évoqués par quelques objets, images et écrits.

Les œuvres de Joseph Plateau, celles de Léon Frédérick, Walter Spring, Schwann, Corneille Heymans ou Jules Bordet sont présentées avec simplicité et clarté. Il y en a bien d'autres comme De Duve et Prigogine.

J'ai éprouvé beaucoup d'émotion à retrouver l'équatorial de Troughton acheté par Quételet et avec lequel j'ai fait mes premières observations de Jupiter vers 1945, j'ai caressé la sphère qui emporta Piccard, Cosyns et Kipfer et pu réentendre la voix de Georges Lemaître expliquant les conditions dans lesquelles naquirent ses hypothèses cosmologiques. Je cite ces trois exemples parmi bien d'autres parce qu'ils me sont personnellement proches, mais je ne doute pas qu'un chimiste, un médecin, un géologue ou un informaticien y trouve les mêmes sensations. Un visiteur de l'exposition dont la culture générale m'a toujours impressionné m'a confié son étonnement... il ne s'était jamais rendu compte, jusque-là, de l'extrême richesse scien-

tifique et créatrice de «la Belgique de papa»! Merci à Robert Halleux et à ses collaborateurs, à l'éditeur DEXIA et au Ministre Ylief qui n'a eu de cesse de soutenir depuis bientôt huit ans la rédaction des volumes monumentaux que le Comité national de logique, d'histoire et de philosophie des sciences vient d'éditer sur le même sujet et dont l'exposition est une illustration bienvenue.

Petites remarques néanmoins: les organisateurs ont été contraints de faire une sélection. Ainsi, sauf distraction de ma part, les mathématiciens sont représentés par le seul Elie Cartan, mais n'a-t-on pas négligé ce remarquable maître que fut de la Vallée Poussain? De même, une place d'honneur est réservée à

EIT-SOHO, le satellite d'observation solaire toujours actif. J'en suis fort aise, ayant été moi-même un peu impliqué dans son élaboration... mais «HEOS-A» en 1973, fut une première réalisation à participation belge et la réussite de la sonde Giotto (1982) fut un objet de fierté pour ses concepteurs et réalisateurs liégeois. Enfin, la sobriété et la discrétion des notices explicatives expriment insuffisamment, à mon avis, l'importance et l'insertion des découvertes dans leurs disciplines respectives.

Une exposition à visiter avec des élèves car elle leur dévoilera un volet mal connu de leur histoire et suscitera beaucoup de questions auprès des enseignants qui feront eux-mêmes quelques découvertes. ■

André Koeckelenbergh

© Dexia Bank

Une lunette équatoriale de l'Observatoire de Bruxelles.

L'exposition «Labo XIX-21... De la science nationale aux réseaux planétaires» se tient jusqu'au 2 juin 2002, Galerie Dexia au Passage 44 à Bruxelles. En vente à l'accueil: *Histoire des sciences en Belgique 1815-2000* deux vol., éd. Dexia 2001, 654 p, 73 €. Paru en 1998: *Histoire des sciences en Belgique - Antiquité-1815*, éd. Crédit Communal, 463 p.

Bande dessinée

Le mystère du frère jumeau

La série «Le triangle secret» est sans conteste l'une des plus grandes réussites de ces dernières années. Le projet naît dans les cartons du scénariste Didier Convard¹. Son héros principal, Didier Mosèle, restaure avec son équipe de chercheurs un rouleau des manuscrits de la mer Morte. Ce codex essénien n'est parfois qu'une longue litanie de chiffres et de comptes agricoles. Pourtant, un fragment renferme un terrible secret. En fait, ce texte est relié au «Testament du fou», un évangélique rédigé par Agnan et Nicolas de Padoue sous Philippe Auguste. C'est un livre maudit, le cœur d'une doctrine hérétique selon laquelle Jésus ne serait pas mort sur la croix. En fait, d'après ce texte, Jésus de Nazareth avait un frère jumeau qui, par jalousie, avait tenté de l'assassiner. Celui que Judas et les soldats romains trouvèrent alors sur la colline ne fut pas le vrai Christ mais son frère. Qui mourut en croix à sa place. C'est en tout cas ce que dit un cinquième évangile, rédigé sur trois parchemins, dont l'un par le Christ lui-même, qui survécut donc bien au-delà de trente-trois ans, les autres étant rédigés par Jean-Baptiste et Jean l'Évangéliste, dans un style proche des textes de l'Apocalypse. D'après un fragment de Jean exilé à Patmos, il vécut jusqu'à ce que ses cheveux soient blancs. Quelle fut donc la vie de ce Jésus mature?

Sur la piste de ce texte, mais surtout du tombeau du vrai Jésus, enterré quelque part près de Troyes en France, où il avait fini sa vie, ces historiens, mais aussi quelques groupes mystérieux. Dont les gardiens du sang, des tueurs discrets mandatés par le Vatican pour que le secret retombe sur cet épisode hérétique de l'histoire, pour que la faute du passé s'efface: car si l'imposture était révélée, deux millénaires de persécutions, de violence et de contrainte n'auraient été perpétrées qu'au nom du martyre d'un imposteur, d'un alias. Pour la gloire d'un nom contre-fait... Les gardiens du sang, contrôlés par la papauté, n'hésitent d'ailleurs pas à tuer ou à brûler pour faire place nette. Par la papauté? Ce n'est pas

sûr: ils semblent échapper à la tête de l'Église, au pape vieillissant, quasiment mourant, que le fantôme du Christ vient hanter, pour devenir les sbires de ceux qui attendent que le pape Jean soit froid pour prendre sa place et qui dirigent de fait la loggia. Toute ressemblance avec des personnages historiques... Sur la piste du texte, il y a aussi les membres d'une mystérieuse «Loge première», un atelier d'une franc-maçonnerie quasi originelle, dont le premier frère aurait été... le Christ lui-même. D'où, sur le chemin des enquêteurs, le détournement de la célèbre maxime VITRIOL (*Visita interiora terrae, rectificandoque, invenies occultum lapidem* - visite l'intérieur de la terre et en rectifiant/travaillant, trouve la pierre occulte) par «le frère occulte» les mène vers la tombe du Christ, dans les environs de Troyes. Laquelle ville renvoie aux fondateurs de l'ordre des Templiers... voire au fils que le Christ a eu...

Un sacré salmigondis? Sans doute. Mais la manière dont les éléments sont introduits par une enquête scientifique de découvreurs de textes anciens rend cette quête tout à fait vraisemblable. Au prix d'une construction graphique étonnante: le scénariste Convard a en effet confié chaque partie du récit à des dessinateurs différents. L'époque contemporaine échoit à un remarquable Denis Falque, tandis que Gine rend l'atmosphère romantique de la période chrétienne et que Wachs dissèque les complots du Vatican. Dans chaque volume de cette série qui en comprendra sept en tout, un dessinateur «invité» dessine un autre *flash-back*, les différents indices matériels semés au cœur du récit traversant de nombreuses vicissitudes.

Construit comme une enquête policière, le récit de Convard parvient à donner un rôle de moteur à l'histoire de notre civilisation, à rendre passionnante l'interprétation des symboles et des mots secrets, à faire rêver sur l'existence d'un cinquième évangile. À de nombreux moments, il pimente son récit en dévoilant le quo-

tidien de franc-maçons de la Grande loge de France, un ordre théiste dont même l'intérieur des locaux de la rue Puteaux à Paris est dévoilé. Et, ce qui ne gâche rien, il montre comment, de fois authentiques, les religions sont dressées au cours des siècles comme des remparts sanglants entre les hommes, au rythme des ambitions et des pouvoirs. À lire d'urgence.

Tendre Cédric

Plus léger sans doute, mais très rafraichissant, le dernier Cédric, sous la plume de Laudec et Cauvin. Rarement couple de création aura mieux fonctionné. Pendant des années, seule la série «Boule et Bill» rendait compte de la réalité familiale dans la bande dessinée face à des héros généralement à mille lieues de la vie quotidienne. Depuis vingt ans, d'autres séries sont venues les rejoindre. Mais seul Cédric parle simplement mais avec intelligence des menus tracassés ménagers qui naissent entre un couple, un jeune garçon de 8-10 ans et son grand-père vivant sous le même toit. Là où le Petit Spirou est caricatural, exagéré parfois jusqu'au ridicule, Cédric alterne comique de mots et de situations, matiné d'une tendresse certaine, mais tout en réserve, envers les personnages. Faut-il croire que, comme pour la plupart de ses réussites (Femmes en blanc, Pauvre Lampil), Raoul Cauvin ait connu quelque chose de comparable avec son grand-père? Ce scénario-ci surpasse en tout cas de loin ses créations récentes, essouffées pour la plupart. À ce seizième album qui ponctue un succès de librairie de plus en plus net viennent s'ajouter des produits dérivés, comme des dessins animés (RTBF, France 3 et TSR) mais aussi une adaptation en livres pour la Bibliothèque rose, des guides et cahiers-jeu et même un album où l'on peut inventer soi-même des gags avec des personnages autocollants déplaçables. À conseiller de 8 à 16 ans. Et aux adultes nostalgiques, comme votre serviteur... ■

Frédéric Soumois

¹ Devenu depuis le directeur de collection de «La loge noire» (voir *Espace de Libertés* n°300).
² Convard, Falque, Gine, Wachs, Chaillat, Juillard, Paul, Stalner, Jusseaume, *Le triangle secret*, cinq volumes parus sur sept, Glénat. Laudec-Cauvin, Cédric, *Où sont les freins?*, Dupuis.

Une écoute à grand *Echelon*

Les récepteurs d'*Echelon* ne chôment pas...

Contraire au droit européen, le système d'écoute *Echelon* permet encore d'espionner des millions de communications téléphoniques. Jusqu'à quand?

Après le rapport de la Chambre belge, c'est la commission spécifique du Sénat qui, en mars 2002, après avoir mené l'enquête avec l'aide des services de renseignements belges, a définitivement conclu que le système d'écoutes américain *Echelon*, ainsi que des programmes similaires opérés par des pays européens partenaires de la Belgique, sont contraires au droit européen et portent atteinte à la souveraineté de l'État. De quoi s'agit-il? De rien moins qu'un système qui permet aux États-Unis et à certains de ses alliés d'intercepter la totalité des appels effectués par satellite, mais aussi par e-mail, téléphone terrestre, voire par fibre optique et, depuis peu, par les liaisons infrarouges qui lient entre eux des appareils informatiques. Le système *Echelon* est orchestré par les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande mais la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Suisse et la Russie disposent également de leur propre système d'écoute.

Cet incroyable aspirateur à communications est le fruit de la technologie mise au point par l'*Ukusa Security Agreement*, un pacte de collaboration pour la collecte de *Signal Intelligence* (renseignement électronique), conclu en 1948 dans la foulée de la Seconde Guerre mondiale et au cœur de la guerre froide. Son développement technologique a été constant. Ainsi, selon Simon Davies, directeur de *Privacy international* (organisation qui lutte pour la défense des droits civiques) et professeur à la *London School of Economics*, «la base britannique de *Menwith Hill*, en Cornouailles s'est développée jusqu'à devenir partie intégrante des télécoms britanniques. Chaque fois

que *British Telecom* (BT) a procédé à une modification, il a d'abord consulté *Menwith Hill*, qui s'est adapté. Et chaque fois que BT a dû modifier son infrastructure, il a demandé l'accord du Service de renseignement électronique américain».

Les antennes-paraboles géantes sont ainsi apparues au fil du lancement des satellites de télécommunications. Une quarantaine de bases seraient aujourd'hui opérationnelles sur toute la surface du globe, chaque base comptant parfois plusieurs dizaines d'antennes. Il faut dire que, dans un premier temps, ces communications étaient transportées librement, non cryptées, dans l'éther et quiconque avait l'équipement nécessaire pouvait les capter. Depuis, la NSA (renseignements nord-américains) a subordonné tout développement du cryptage électronique ou informatique à la mise à sa disposition des codes correspondants. Pas de nouveau cadenas sans remise préalable à la NSA de la clé qui l'ouvre. Les autorités américaines traquent même implacablement toute initiative (par exemple française) de développer des logiciels spécifiques de cryptage et surveillent attentivement les *hackers* (pirates informatiques) qui ont développé des codes inviolables.

Depuis la chute du mur de Berlin, les oreilles de *Echelon* ne sont pas au chômage: elles ont réorienté leur mission vers la lutte contre le terrorisme mais aussi vers la lutte économique au niveau mondial. Des faits? En 1990, la NSA intercepte les communications entre le fabricant de satellites NEC et l'Indonésie pour la fourniture d'un contrat de 200 millions de dollars US. Le président Bush intervient auprès de Djakarta en connaissant les cartes de son rival... et obtient finalement la moitié du marché pour l'américain ATT. En 1991, plus de douze tonnes de cocaïne sont saisies par la DEA. Aux questions qui leurs sont posées, les policiers anti-drogues répondent benoîtement que la NSA leur fournit par le menu toutes les télécommunications des membres du cartel de Cali. Un outil efficace donc, mais

déclenché sans aucune autorisation d'un juge d'instruction et sans contrôle d'une autorité démocratique et dont l'usage dans un pays tiers viole une flopée de lois internationales.

En 1993, les négociations des accords de libre-échange nord-américains (*Alena*) prennent un tour décisif quand la NSA fournit à ses négociateurs le contenu des mémos que les officiels mexicains adressent à leurs autorités. En 1994, lors des négociations du GATT, le bras de fer entre États-Unis et Union européenne se prolonge. Après plusieurs déboires inexplicables, nés de la connaissance manifeste de la stratégie interne des Quinze, des consignes sont données en urgence aux fonctionnaires européens de ne plus utiliser le courrier électronique pour transmettre des informations sensibles. En 1994 toujours, la NSA intercepte les fax entre Airbus et les autorités saoudiennes. Au dernier moment, Boeing baisse son prix et décroche un marché de six milliards de dollars.

Mais quelle armée humaine pourrait espionner des millions de communications téléphoniques simultanées? En fait, ce sont de très puissants ordinateurs qui filtrent, en direct, ces communications en ne vérifiant que la présence de quelques mots-clés déterminés par les responsables du système *Echelon*. Ainsi, logiquement, «rifle» (arme), «AK47» ou «M16» (fusils-mitrailleurs), «secret», «confidential» ou «defense» font partie de ce dico de la suspicion. Mais les défenseurs des droits civils et de la liberté d'opinion seront sans doute émus que l'on y trouve des mots comme «Greenpeace» ou «Amnesty International». C'est pourquoi, selon Glynn Ford, de la Direction générale de la recherche du Parlement européen, «il faut instaurer un organisme de contrôle, qui pourrait dresser une liste de «cibles légitimes», définir les catégories de personnes ou de groupes susceptibles d'être surveillés et, enfin, s'assurer que les informations recueillies sont bien utilisées à des fins légitimes, et non illégales comme c'est souvent le cas».

Maxime Coppin